

rouge

JEUDI
18 MARS 1976

Rédaction - Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.

Tél. : 806-00-80 à 84.
Télex : PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle).

Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la Commission paritaire : 46722.
Imprimé par Rotographie.

ITALIE

VERS UN GOUVERNEMENT DE SALUT PUBLIC ?

Va-t-on vers la formation d'un coalition de Salut public en Italie, préparant l'entrée du Parti communiste au gouvernement ? Un vent de panique semblait s'abattre sur les milieux politiques italiens alors que la crise économique atteignait un seuil critique mercredi soir. La lire, qui a perdu 25 % de sa valeur depuis janvier a encore baissé de 4 % en une journée. Le gouvernement homogène démocrate-chrétien de Aldo Moro a annoncé des mesures fiscales draconiennes : le litre d'essence passerait à 600 lire (3,50 F); vu l'absence de subventions les boucheries fermenteraient 15 jours par mois.

L'endettement de l'Italie auprès de la CEE et des banques américaines atteint 17 milliards de dollars. Aucun rafistolage économique ne pourra redresser cette situation. Des mesures politiques s'imposent.

Les forces politiques de la majorité parlementaire font pression sur la Démocratie-chrétienne pour qu'elle mette fin à son ostracisme face au Parti communiste. La Malfa (Républicain) propose une plate-forme de tous les partis. « On ne peut pas gouverner sans l'accord des Communistes » affirme-t-il. C'est à cette conclusion qu'était arrivé le congrès du Parti socialiste. Les dirigeants communistes en sont également persuadés. Le dirigeant syndical communiste Bruno Trentin disait il y a peu aux patrons : « Qui peut penser qu'une politique de reconversion économique peut être réalisée sans la participation de ceux qui en paieront les frais ? »

Jamais le rêve de compromis historique du Parti communiste italien n'a semblé aussi proche. Mais il n'est pas dit que l'entrée du PCI au gouvernement garantisse le retour définitif des ouvriers dans les usines.

Anna Libera

VISCONTI EST MORT

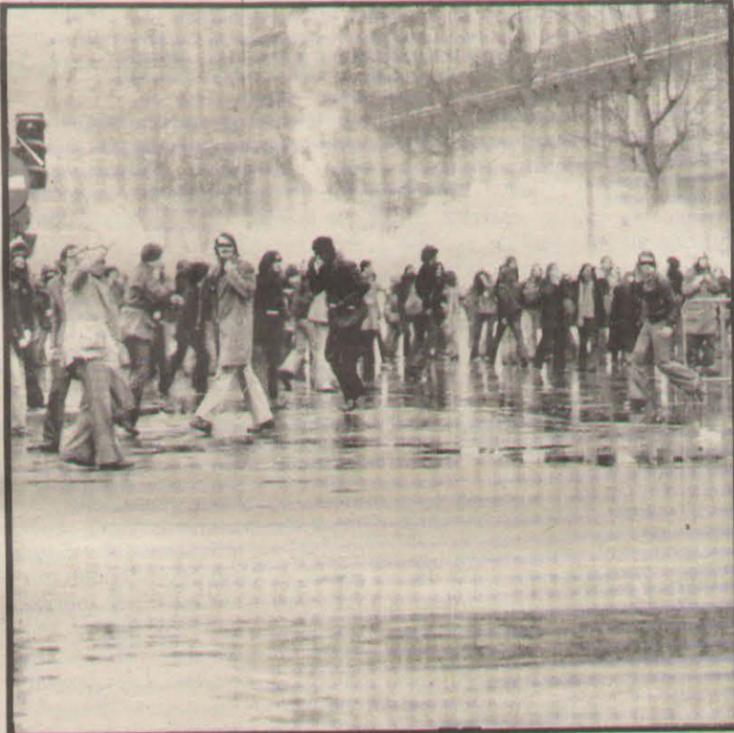
Luchino Visconti, metteur en scène, de « La Terre tremble », de « Senso », de « La mort à Venise », du « Guepard », des « Damnés », de « Violence et passion », est mort hier à Rome. Intellectuel marxisant, ancien résistant et compagnon de route du Parti communiste, il terminait un film à propos du poète Gabriele d'Annunzio. Nous lui rendrons dans Rouge l'hommage que nous lui devons.

Pour l'abrogation
de la réforme universitaire

LES ETUDIANTS DANS LA RUE

- Manifestations hier dans toutes les villes
- Rassemblement national aujourd'hui à Paris

(voir nos informations p. 8 et 12)



Manifestation massive à Paris. Agression des policiers Bld St Germain (photo P. Friet)

● Foyer en flagrant délit de mensonge p. 5

● Autour du dernier film de Claude Miller p. 10

● La grève des fonctionnaires à Barcelone p. 2

Dans la métallurgie

LES GREVES SE MULTIPLIENT

- Journée d'action assez suivie hier
- Plusieurs dizaines d'usines en lutte
- Peugeot : la grève se durcit

(voir page 7)

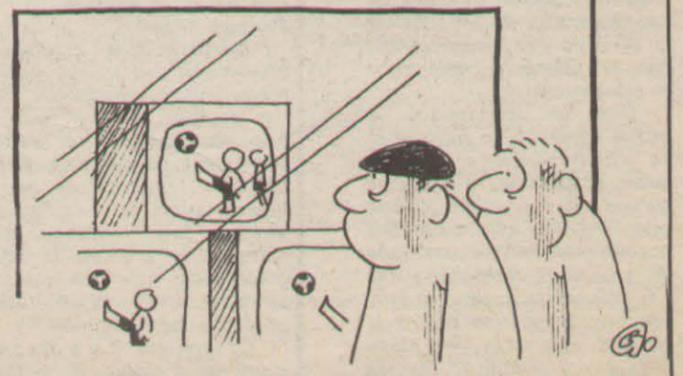
LE PLUS VISQUEUX DES ENNEMIS INTERIEURS

A Ouessant, la marée noire continue de faire la nique aux responsables de la lutte anti-pollution. La pluie et le brouillard les ont contraints à suspendre pratiquement toute opération. Dans l'après-midi d'hier, un hélicoptère de l'aéronavale s'est abîmé en mer au cours d'une mission de repérage. Hier soir, on se demandait avec angoisse si la grande marée d'équinoxe n'allait pas venir à bout des dernières cuves encore étanches. En attendant, le fuel s'écoule à la cadence de cinq tonnes par jour.

Le plus extraordinaire est que les responsables du plan « Polmar » restent délibérément optimistes. Le spectacle de leur incurie prêterait à rire si les victimes n'en étaient pas les marins-pêcheurs et la population de la région. Sans parler des cent soldats mobilisés pour la circonstance contre le plus visqueux des ennemis intérieurs : la marée noire.

St Etienne contre KIEV

AGENCE NATIONALE
POUR L'EMPLOI



CE MOUVEMENT ETUDIANT QUI RENAIT

« On repart à Zéro ». Une façon d'en parler. Celle d'un des animateurs de la grève étudiante de Brest. Et qui décrit avec une certaine justesse les luttes étudiantes qui, depuis la « grève de Nantes » commencée en décembre dernier, se sont étendues ce mois-ci aux principaux centres universitaires. Car loin des babillements des « petits enfants » de mai 68, se dessine l'ébauche d'un nouveau mouvement étudiant. Différent. Non pas dans la floraison, selon Libération, de tracts situationnistes (édités à Grenoble) sur les rotatives de l'imprimerie du campus

occupée, ou dans la diffusion, toujours selon « Libé » de « tracts signés Zorro » au centre Tolbiac à Paris. Les particularités sont ailleurs. Ces grèves, qui sont, dans les facultés, les plus importantes depuis 1968 autour de questions universitaires, sont accrochées au milieu qu'elles mettent en branle. Une situation qu'illustrent à la fois la mobilisation de faces tranquilles, sans histoires depuis plusieurs années, et la volonté d'animation, de prise en charge de la grève sur la majorité des campus provinciaux.

(la suite demain)

aux quatre coins du monde

POTS DE VIN AMERICAINS

● M. Hill, qui s'adressait à l'association du bureau de la ville de New-York, a déclaré que les rapports annuels de sociétés pour 1975 une fois terminés, plus de cent grandes entreprises auront reconnu volontairement ou involontairement « des paiements douteux ou évidemment illégaux ici et à l'étranger ». Il a ajouté que certaines d'entre elles « révéleront leur intention de continuer certaines formes de paiements ».

AFP

RHODESIE

● Joachim Chissano ministre des Affaires étrangères du Mozambique a demandé au conseil de sécurité de l'ONU de garantir d'urgence à son pays une assistance d'au moins 49 millions de dollars pour compenser les pertes encourues par la décision du gouvernement mozambicain d'appliquer intégralement les sanctions de l'ONU contre la Rhodésie. Le gouvernement de Ian Smith a été l'objet des attaques des pays intervenants et l'on doit s'attendre à l'adoption par consensus de la résolution condamnant ce régime illégal et demandant à tous les Etats d'apporter une aide financière au Mozambique. Isolement total donc de la Rhodésie qui est confirmé par le discours de Kissinger devant le Sénat déclarant que « les Etats-Unis sont favorables sans réserve au pouvoir de la majorité noire en Rhodésie et en Namibie », manière élégante de se plier à l'inéluctable.

PORTUGAL

● Le premier ministre portugais, l'Amiral Pinheiro de Azevedo a décidé mardi de suspendre de ses fonctions le secrétaire d'Etat à la réforme agraire Victor Louro (PCP), jusqu'à ce que soient vérifiées les déclarations qu'il a faites le 15 mars au cours d'une réunion avec des ouvriers agricoles à Evora, dans l'Alentejo.

Victor Louro est accusé par le journal de droite *O Dia* et le quotidien socialiste de Paul Rego *A Luta* d'avoir appelé les travailleurs agricoles à défendre la réforme agraire « si nécessaire les armes à la main ». Il aurait ajouté : « puisque Catarina Eufémia est tombée, ce ne serait pas un grand malheur que quelques propriétaires terriens tombent à leur tour ».

Militante du PCP, âgée de 20 ans, Catarina Eufémia est tombée en 1954 sous les balles de la GNR, alors qu'elle dirigeait une manifestation de femmes, de salariés agricoles de l'Alentejo. Pour le PCP, elle est le symbole des luttes menées chez les salariés agricoles sous le salazarisme.

Dans un communiqué, le PCP a exprimé « sa surprise et sa préoccupation » devant cette suspension. Il s'étonne qu'une telle mesure ait pu être prise sur la seule base des accusations d'une « campagne de presse réactionnaire » qui « fait partie de l'offensive lancée par la réaction contre la réforme agraire et des plans faits par la droite et l'impérialisme pour troubler la situation politique au Portugal ».

ESPAGNE

Aujourd'hui, réunion du Conseil des ministres sur la libéralisation

LES PRISONS ACCUSENT

Alors que le Conseil des ministres se réunit ce matin à Madrid, le premier ministre Arias Navarro, que l'on disait sur le point de démissionner, semble avoir accepté de poursuivre à son poste. Néanmoins, la fragile coalition gouvernementale chargée d'assurer la transition vers l'après-franquisme, continue à être secouée par les retombées du massacre de Vitoria. La réforme du système syndical, l'élargissement du droit de réunion et d'association sont désormais à l'ordre du jour. A trop temporiser, le gouvernement se met en porte-à-faux, bafoué par les défilés et les assemblées quotidiennes de travailleurs en grève. Et de surcroît il risque l'explosion. Mais s'il entre dans un processus de libéralisation et de légalisation des partis, avant que les partis bourgeois se soient consolidés, il met en évidence sa non représentativité. Quelles que soient les mesures mitigées et allambiquées que décidera le conseil des ministres, il ne pourra effacer ce fait têt, brutal, obsédant, qui fait du régime le fidèle héritier de la dictature franquiste : il reste plusieurs centaines de prisonniers politiques dans les geôles de Carabanchel, Ségovie, Puerto Santa Maria... Parmi lesquels Garmendia, « Wilson » Béhotéguy, le militant communiste Lucio Lobato, condamné à vingt ans, nos camarades Sabino Arana, Arrizabalaga, Sarasketa (les deux derniers condamnés à perpétuité) ; et Izko, et ceux du procès de Burgos.



Manifestation des travailleurs de la construction, des lycéens sur les « ramblas »

Les fonctionnaires en grève défient la municipalité de Barcelone

Barcelone le 17 MARS

La grève des fonctionnaires municipaux de la communauté urbaine de Barcelone entre dans son deuxième mois. Revendications : démilitarisation immédiate des pompiers et des gardes municipaux, augmentation générale des bas salaires, embauche massive, titularisation des auxiliaires... Le maire, Viola, se refuse toujours à recevoir les représentants des grévistes et à convoquer un conseil municipal spécial sur le problème des fonctionnaires. Il joue le pourrissement, et une insidieuse

campagne de presse s'efforce de discréditer la lutte des employés auprès de l'opinion publique, comptant sur les disfonctionnement qu'elle entraîne du point de vue des services sociaux.

Dans un communiqué, le conseil municipal, réuni lundi en séance extraordinaire, a lâché quelques miettes catégorielles, annonçant l'augmentation des impôts locaux comme unique moyen de payer les revendications ; il appelle instamment à la reprise sur un ton menaçant.

Les fonctionnaires réunis place San Jaime, devant l'imposant palais municipal lui ont répondu en votant la continuation de leur mouvement, auquel viennent de se joindre les ouvriers des abattoirs, et en intégrant à leurs revendications celle de la démission du sieur Viola et de son conseil municipal.

Ce dernier fut féjâ conspué par les grévistes lors de sa réunion de lundi. Ce jour-là, place San Jaime, plusieurs milliers de fonctionnaires s'étaient rassemblés illégalement.

Alors que la police fermait les quatre angles de la place, un officier vint donner l'ordre de dispersion : refus net, aussi longtemps que le maire n'aurait pas répondu aux revendications. Le rassemblement demeura. La police n'intervint pas. Mieux : le rassemblement se transforma en manif. Derrière une immense banderole mentionnant simplement « fonctionnaires municipaux », un cortège silencieux se mit en marche et passa devant la Guardia civil. Toujours rien. Calle Fernando, les mots d'ordre commencèrent à fuser : « Démilitarisation ! Viola démission ! Unité ! » Ils atteignirent les Ramblas (boulevards-promenades). Les rares touristes présents en laissèrent tomber leurs journaux et les appareils photos se mirent à crépiter. Les passants, nombreux, commentaient : « Ah, oui, les fonctionnaires... normal... » Certains applaudissaient.

matraques, attendait les manifestants sur deux lignes : la manifestation ralentit ; flottement, tension de milliers de personnes... On a du mal à reconnaître qui manifeste. Pourtant les fonctionnaires se regroupèrent spontanément en rangs compacts, les sifflets fusèrent, les bras se tendirent dans le signe V de la victoire en direction des forces de répression, comme un défi. Après une brève prise de parole, difficilement audible, on dispersa, lentement, comme à regret.

Hier, mardi, ils ont remis ça : rassemblement à 1 heure place San Jaime, manifestation plaza del Rey, puis à nouveau, en fin d'après-midi sur les Ramblas. Cette fois, les land-rovers des « grises » se sont contentées de suivre, de côté, à distance. Les manifestants ont pu atteindre la Plaza Catalunya et se disperser en toute quiétude, après avoir fait le point et convoqué un nouveau rassemblement pour mercredi à treize heures...

Artur Grau.

A la hauteur de la rue Talleres, la Police armée, casques et

« Matanza, no ! Picasso, si ! »

Les Ramblas, mercredi, 13 heures. Devant les immenses kiosques à journaux, au beau milieu de la Rambla de Canaletas, un groupe de Barcelonais commente la nouvelle du jour : la grève des fonctionnaires et la réponse du maire menaçant d'augmenter les impôts locaux. A deux cent mètres, coincée entre l'église de Belén et le populaire marché de San José, se dresse la monumentale façade de Palais de la Virreina. L'immense porte verte est tapissée d'une dizaine de panneaux, composés de dessins d'enfants aux crayons de couleurs, et tous signés en catalan : « Dessin libre ».

L'exposition sauvage déborde sur la façade du Palais et la Rambla elle-même, jusqu'au pied du poteau indiquant le Palais, où deux grandes affiches au feutre annoncent « L'Art est dans la rue », et « L'Art ne tue pas », signés par les élèves de l'école de Masana. Sur les platanes proches, d'autres dessins répètent : l'Art ne tue pas, liberté d'expression, l'Art développe l'esprit, dessin libre... Gauchement, l'un d'eux représente un corbillard avec un énorme « No !!! », et juste à côté un pinceau brisé avec l'obsédant : « Matanza, no ! Art et Picasso, si ! ».

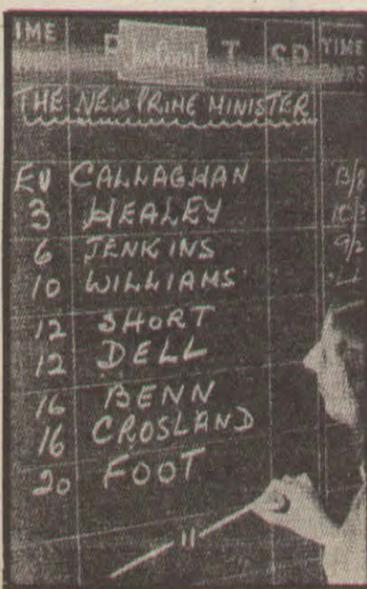
Assises, deux étudiants en blue-jeans, aux mains arc-en-ciel, n'arrêtent pas de colorier de grandes feuilles qu'elles tendent aux badauds médusés, qui hésitent, et finalement se décident. Dessus il est écrit : l'Art est au peuple, la liberté aussi. Dans le Palais de la Virreina, une centaine de professeurs et d'étudiants des arts graphiques sont enfermés pour protester contre les servitudes imposées à leur discipline.

Ce mercredi, il y a beaucoup de soleil et d'espoir, et un peu de liberté, sur les Ramblas de Barcelone.

GRANDE-BRETAGNE

La succession de Harold Wilson

RUDE JOURNEE POUR LA REINE



La succession aux « chères »

On n'aura pas pleuré longtemps sur le départ de H. Wilson à Londres. Déjà les bookmakers, politiques et autres, comptent les points des éventuels successeurs. M. Callaghan, actuel ministre des Affaires étrangères et représentant de la droite travailliste « modérée », semblent le mieux placé ». Il est en effet le plus apte à maintenir l'unité du Parti travailliste. Roy Jenkins, actuel ministre de l'Intérieur, porteparole de la bureaucratie du secteur public, est présenté par l'extrême-droite du Parti. Mais sa candidature risque de polariser les oppositions et il a peu de chances d'être élu.

La gauche travailliste va devoir se déterminer plus clairement qu'elle ne l'a fait jusqu'ici.

Sous la pression des luttes ouvrières de ces 7 dernières années, une différenciation s'est en effet opérée au sein de la gauche travailliste. Le groupe « Tribune » (80 députés) a été la principale opposition au sein du Parti depuis les années 30. Mais il a très peu de lien avec la base syndicale du Parti et a toujours conçu son rôle au niveau d'une pression purement « parlementaire ». Le courant regroupé autour de Tony Wedgwood Benn (Ministre de l'Industrie) est l'expression plus directe de la radicalisation ouvrière dans le Parti travailliste. Il s'appuie sur les

courants syndicaux de gauche et propose une nouvelle orientation basée que le « contrôle ouvrier », la « participation démocratique ». Mais jusqu'ici, ce courant s'est montré encore incapable de mener une bataille systématique pour modifier l'orientation collaborationniste du Parti travailliste.

Elle ne semble pas prête à saisir l'occasion qui lui est offerte par la démission de Harold Wilson, pour porter le débat devant l'ensemble du Parti (rappelons que les syndicats sont affiliés au Parti travailliste, un tel débat toucherait donc la vaste majorité du mouvement ouvrier organisé) en demandant un Congrès extraordinaire afin d'élire une nouvelle direction sur la base d'un programme clair.

Il semble donc que la gauche du Parti (Tribune et le courant de Benn) portera ses voix sur Michel Foot qui est susceptible de recevoir plus d'appui de la part des centristes.

Quelle que soit l'issue de ce vote le nouveau vote du chef du Parti travailliste sera confronté aux mêmes problèmes que H. Wilson. Comme un avertissement, 10.000 travailleurs de l'usine Chrysler (à laquelle le gouvernement Wilson avait accordé une aide financière importante pour garantir l'emploi) viennent de se mettre en grève pour la défense de leur poste de travail.

Anna Libera

ITALIE

Le 13^e Congrès de la Démocratie chrétienne

SORTIR LA D.C. DE LA CRISE OU SORTIR LE PAYS DU MARASME ?

Le 13^e congrès de la Démocratie chrétienne italienne s'ouvre ce matin à Rome. C'est un parti déchiré par les luttes de tendances, discrédité par son incapacité de gouverner, sali par les scandales, hanté par le spectre de la force du Parti communiste, qui va se réunir. Malgré les problèmes politiques cruciaux qu'il devrait aborder, le congrès semble devoir être dominé par les luttes internes.

UN HABIT D'ARLEQUIN

Rome, 17 mars
A la veille de son congrès, la Démocratie chrétienne donne l'image d'une mosaïque, ou d'un habit d'arlequin sur lequel les éléments de différence sont bien plus visibles que les éléments de convergence. Face à cet éclatement du Parti, Forlani, ancien secrétaire de la DC, a fait une proposition qui acquiert un certain poids : il propose de faire élire le secrétaire général de la DC par le congrès et non plus par le Conseil national. Il s'agirait ainsi de donner une structure de type présidentiel à la DC, impliquant un renforcement de

l'exécutif du parti (ce qui rendrait la DC plus apte à faire évoluer dans ce sens — Etat fort — les institutions politiques italiennes). La proposition de Forlani part de la constatation de la fragmentation de la majorité actuelle de la Démocratie chrétienne. Ce courant, qui représente les couches moyennes de la bourgeoisie italienne, est marqué par sa gestion bureaucratique du pouvoir, par sa collusion avec les secteurs « golpistes » de la bourgeoisie et de l'armée, par le parasitisme, par les scandales. Forlani voudrait le renforcer comme avait tenté de le faire Fanfani l'an passé quand il avait lancé sa campagne anti-communiste (lors de la campagne

sur le divorce et des élections régionales du 15 juin).

UNE NOUVELLE CROISADE ANTI- COMMUNISTE ?

Au cours de la préparation du congrès aucun des dirigeants — mis à part Andreotti — ne s'est attaché à souligner le problème politique central aujourd'hui : la DC répondra-t-elle favorablement ou non à l'appel répété du PCI à réaliser le « compromis historique ». Confronté à la crise économique et politique la plus grave depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le parti bourgeois qui exerce le pouvoir depuis 30 ans se replie sur lui-même et semble rechercher uniquement une issue à sa propre crise. D'où l'absence totale de positions sur les perspectives de la société italienne, sur la crise sociale et économique, etc. Le problème central que la DC devra aborder au lendemain de son congrès est celui de la loi sur l'avortement (voir Rouge n°1, 15/3/76). Un compromis semble de plus en plus improbable entre les partis « laïcs » et la DC ; on se dirige donc vers un référendum qui risque d'être un échec cuisant pour les démocrates-chrétiens. Le président du groupe parlementaire démocrate-chrétien, Piccoli, a déclaré : « si on va vers le référendum ou les élections anticipées (aucun milieu n'exclut cette éventualité) on ne peut pas sous-évaluer le poids d'un affrontement avec la hiérarchie de l'Eglise ». Il semble donc proposer une nouvelle croisade anti-communiste à la Fanfani, à un parti qui vient de subir deux échecs sur ce terrain.

Les délégués qui vont participer à partir d'aujourd'hui au congrès de Rome ont donc plus d'une raison de se replier sur eux-mêmes.

Edgardo Pellegrini

Elections primaires aux USA

FORD ET CARTER L'EMPORTENT DANS L'ILLINOIS

LE PRESIDENT FORD ASSURE D'OBTENIR L'INVESTITURE

Le président Gerald Ford et l'ex-gouverneur de Géorgie, Jimmy Carter, émergent en vainqueurs, dans l'Illinois, de la quatrième des grandes primaires qui jalonnent en 1976 la course à la présidence. Avec 59 % des suffrages, contre 40 % à son seul adversaire, Ronald Reagan, l'actuel pensionnaire de la Maison-Blanche se trouve définitivement assuré d'obtenir l'investiture de son parti, lors de la convention républicaine, le 16 août à Kansas-City.

Du côté démocrate, victoire sans grande surprise de Jimmy Carter

n'apparaît pas probante. En effet, ni son concurrent le plus dangereux, le sénateur Henry Jackson, ni le mieux placé des candidats libéraux, M. Morris Udall, n'avaient fait campagne dans l'Illinois.

La course à l'investiture reste donc totalement ouverte entre les deux représentants de l'aile « modérée », pour ne pas dire conservatrice du Parti démocrate : favori dans la lutte pour les Etats industriels de l'Ohio, de Pennsylvanie, du Michigan, et du New-Jersey le sénateur Jackson le sera aussi à New-York, le 6 avril prochain. Dans cet Etat, où les élections primaires désignent un nombre record de délégués, le sénateur H. Jackson bénéficie du soutien de l'ex-ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU, Daniel Moynihan, particulièrement populaire auprès des communautés juives de la métropole, très influentes sur le plan électoral.

Après une campagne de charme, essentiellement axée autour de sa personnalité, dont il aimerait qu'elle évoque auprès de l'électorat américain, celle de John F. Kennedy, Jimmy Carter va être obligé de préciser ses positions et d'affirmer ses grandes options politiques. Or, c'est là que le bât blesse : la popularité de Carter repose avant tout sur l'ambiguïté du personnage. Auprès de l'électorat « libéral » il fait figure de libéral, (bien que dans leur majorité les électeurs lui préfèrent alors, le représentant de l'Arizona, Morris Udall), tandis que les « conservateurs », dont il partage les voix avec G. Wallace et H. Jackson, le considèrent comme un conservateur.

Cette ambiguïté sciemment entretenue lui a permis jusqu'à présent de marquer des points. Mais, pour s'imposer, Jimmy Carter devra se décider à faire pencher les plateaux de la balance d'un côté ou de l'autre. Un choix qui manquera pas d'être difficile pour celui qui a pris l'habitude de manger à deux râteliers.

J.T.



contre le gouverneur de l'Alabama, George Wallace, qui totalise à peine 27 % des voix. Champion des conservateurs, ses chances étaient apparues bien maigres, face à « l'homme qui monte », dans cet Etat où l'énorme ville de Chicago, avec son million de salariés et ses 33 % de noirs, pèse d'un poids déterminant. Malgré ses 48 % de voix, la victoire de Jimmy Carter

LIBAN

Les médiateurs syriens
arrivent à Beyrouth

VERS UNE SOLUTION NEGOCIEE

L'Armée du Liban arabe accepte de rejoindre le mouvement dirigé par le général Ahdab. La rébellion au sein de l'armée qui risquait de provoquer une aggravation de la situation dans le pays semble donc récupérée.

Le refus de démissionner maintenu par le Président Frangié, le soutien qu'il a obtenu de la part des partis chrétiens de droite, obligent la Syrie à empêcher une solution du différend par la force.

Ainsi l'Armée de libération palestinienne, encadrée par les officiers syriens, a pris position devant le palais présidentiel. Cela bloque tout le mouvement des troupes prêtes à forcer la main

du Président.

La gauche qui croyait tenir une solution qui lui soit favorable, après le vote des deux tiers des députés pour la démission de Frangié, déplore que « des armées arabes dressent des barrières contre l'armée légale du pays afin de l'empêcher de mettre en pratique la volonté des Libanais ». Il ne s'agit pas pour elle d'un coup de force, mais d'un acte correspondant à un vote légal.

La Syrie vient d'envoyer ses médiateurs à Beyrouth pour trouver une solution négociée.

R.Brestar

REPORTAGE

10 mois de guerre civile au Liban (3)

« Nous sommes communistes,
mais nous ne le disons pas »

TROIS JOURS A TRIPOLI



Sur la corniche de Chouran, un barrage établi par l'« Armée du Liban Arabe » à la hauteur du Bain Militaire.

Tripoli, capitale de la région nord (80 Km de Beyrouth), est le fief du mouvement du « 24 octobre ». Il nous avait invité. Pour y accéder, nous avons emprunté la route longeant le bord de mer. Quelques barrages de l'armée, la traversée de Jounié, centre phalangiste pendant les affrontements, et nous arrivons à Koubebeh, faubourg de Tripoli.

L'accès de la ville est gardé par un barrage. « Les journalistes sont interdits de séjour » nous explique un responsable, « ce sont des informateurs pour l'impérialisme ». Une land-rover, frappée du sigle du Mouvement, nous accompagnait au siège.

Tripoli n'a rien perdu de son activité. Et pourtant dès que l'on pénètre dans les deux quartiers chrétiens, tous les magasins ont été pillés puis brûlés.

Dans l'Hôtel de Ville : « aucune pièce ne fût épargnée par les prisonniers libérés quelques heures plus tôt et par tous ceux que l'Etat réprimait » explique un gardien du lieu.

Tripoli sans Etat, la gauche administre

La gauche a mis en place une milice armée de sécurité, forte d'environ 200 militants, chargée de quadriller la ville, opérant des barrages de contrôle, pour interdire le port d'armes, assurer la bonne marche de la cité.

Les écoles reçoivent les enfants, la poste fonctionne, le port est en activité ralentie, l'approvisionnement est assuré par l'intermédiaire de la Syrie, la Citadelle « accueille les nouveaux pensionnaires de droits communs »...

La gauche montre son respect des institutions, elle pourrait être amenée à gouverner. « Nous avons mis en place une nouvelle municipalité et montrons notre efficacité dans une gestion au profit des habitants » affirme

un responsable des « Forces communes ».

Le confessionalisme avait néanmoins ses droits. Si le quartier bourgeois musulman est intact, les opérations de récupération des biens chrétiens se sont faites par des razzias sanglantes.

La politique de la gauche ne s'est jamais faite en opposition avec les intérêts de la bourgeoisie musulmane représentée par le premier ministre Karamé à Tripoli.

le mouvement du 24 octobre

Au contact de la résistance palestinienne un groupe de 25 militants de la région nord, autour de F. Moukadem, a ouvert un camp d'entraînement pour les feddaynes. Le 24 octobre 1969 l'armée libanaise les affrontait violemment.

Ahmed Souessi, membre de la direction nationale, nous expliquait : « Le 24 n'a pas encore un programme bien défini. Nous avons une activité sociale importante. Notre problème aujourd'hui est de définir le lien entre l'activité militaire et l'activité politique ».

Le mouvement du 24 octobre est la plus importante force de la gauche. Force radicalisée, elle s'exprime dans une activité essentiellement militaire teintée de populisme. « Nous sommes contre les riches, aux côtés des déshérités », nous ont expliqué plusieurs militants.

« Nous sommes des communistes, mais nous ne le disons pas. Cela ferait peur aux masses ». Ainsi, jusqu'à présent, le 24 a eu une « attitude paternaliste » et n'a pas voulu favoriser la participation des masses.

Ben Khaled

demain : les révolutionnaires dans la guerre civile.

il y a...

105 ANS. LA COMMUNE DE PARIS

France, les 17, 18 mars 1871... Le gouvernement français capitule devant les prussiens le 18 janvier. L'armistice prévoit l'élection d'une assemblée nationale pour le 20 mars avec laquelle le vainqueur désire traiter. Mais le peuple de Paris ne le voit pas de cet œil.

Le 17 mars, le chef de la capitulation, Thiers, est décidé à désarmer la population parisienne et à enlever les canons par la force. Pour exécuter son plan, il dispose de 20 000 hommes de troupe. Dans la nuit du 17 au 18 une expédition nocturne est tentée. La population de Montmartre et de Belleville est réveillée par la fusillade et se masse spontanément autour de la troupe. Les soldats mettent crosse en l'air.

En quelques heures Paris se soulève. L'expédition est un échec complet. Le gouvernement de Thiers et ce qui reste de son armée s'enfuient à Versailles. Le 18 au soir, installant son gouvernement révolutionnaire à l'Hôtel de Ville, le peuple est rassemblée au cri de « Vive la Commune ! ».

Autour du Conseil des Ministres

QUERELLES EUROPEENNES

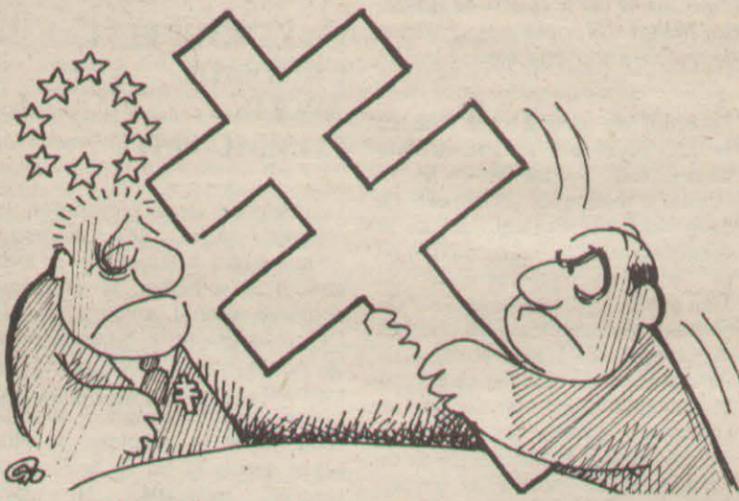
- la majorité désunie
- Branle-bas de combat dans l'UDR

Giscard d'Estaing s'est déclaré favorable à ce que l'élection du Parlement européen au suffrage universel ait lieu en mai-juin 1978. Ce matin, au conseil, aucun de ses ministres ne pourra éviter de s'exprimer au cours du tour de table qui est prévu.

La position du Conseil des ministres sera largement dépendante de la politique intérieure française : des élections européennes en 1978 pèseraient sur les législatives prévues en France la même année. Tous les calculateurs électoraux ne peuvent qu'avoir les yeux fixés sur ce double aspect de « l'horizon 78 ».

Pas un ministre n'aura manqué de relever les récentes déclarations de Mitterrand sur l'Europe : « Le Parlement européen, expression de la volonté populaire, correspond au projet socialiste », et « si les communistes continuent de s'opposer à l'Europe, puisque l'accord ne serait pas fait sur ce point, les socialistes garderaient leur liberté ».

Mais pour tenter d'exploiter cette divergence entre le PS et le PC, encore faut-il que la « majorité présidentielle » soit unie. C'est loin d'être le cas. Deux questions se posent : quelles modalités d'élections ? Quelles attributions à l'assemblée ? Ces deux questions ont suscité le branle-bas de combat



dans l'UDR, parmi les gaullistes sourcilleux.

Après trois réunions, le bureau exécutif de l'UDR, a adopté un projet de motion de Couve de Murville concluant que « les arguments avancés en faveur de l'élection directe de l'assemblée n'étaient pas convaincants ».

Le projet s'en tient à la lettre du Traité de Rome : pour une élection strictement uniforme dans tous les Etats avec une répartition des sièges proportionnelle. Les attributions de l'assemblée seraient inchangées, et toute modification devrait être précédée, en France, d'une réforme constitutionnelle ! Deux clauses qui

réduisent considérablement la portée du projet Giscard au point de paralyser sa réalisation pratique.

Comment Chirac conciliera-t-il son approbation du texte UDR et son autorité au sein du Conseil des ministres récemment remanié au profit des « européens ». La paralysie du projet européen enlèverait un terrain à Giscard pour exploiter les récentes déclarations de Mitterrand et les divergences entre le PS et le PC. Ceux qui, dans la « majorité » dénoncent les appels du pied de Giscard au PS, s'en trouveraient enhardis, derrière l'actuel Premier ministre.

Gérard Filoche

CHIRAC APPELLE JUILLET

Après la dévaluation du giscardisme, officiellement cotée aux dernières cantonales, Chirac a décidé de prendre à bras-le-corps la préparation des législatives. Deux ans, ce n'est pas de trop pour une majorité visiblement à bout de souffle.

Préparer les futures échéances électorales, c'est le sens de la nomination officielle, comme conseiller auprès de Chirac, de Pierre-Armand Juillet l'homme de confiance de Pompidou, celui qui a organisé les victoires électorales de 1967, 1969, 1973, et même 1974 pour Giscard;

Cet homme d'ombre incarne au mieux ce vieux courant barressien et conservateur du gaullisme. C'est au nom de la « France éternelle » des notables de bourgs en quête d'ordre moral, des comices agricoles émues et choquées par le tumulte politique et social de la vie urbaine que Pierre Juillet a été l'artisan de l'irrésistible chute de Chaban-Delmas et de son projet de « Nouvelle société ».



Après les cantonales, des voix se sont élevées dans la majorité pour mettre en cause l'absence de doctrine du chef de l'Etat. D'aucuns ont reproché à Giscard de n'avoir pas su mettre en oeuvre une politique de réforme suffisamment audacieuse pour couper l'herbe sous le pied de la gauche unie.

En choisissant Juillet, Chirac, dans la lignée du dernier congrès de l'UDR, donne un autre ton : tous les phantasmes de la majorité silencieuse seront sollicités pour barrer la route au PC et au PS.

Ce régime minoritaire a désormais pris la teinte de ses éminences : grise ! M.R.

LE GISCARDISME, DEUX ANS APRES...

Par J.M. Vincent



Quand Valéry Giscard d'Estaing est élu président de la République, en mai 1974, il fait apparemment, derrière lui, l'unité des forces politiques bourgeoises. La grogne de l'UDR, la méfiance des barons du gaullisme devant les appels du pied aux soi-disant réformateurs ne comptent guère. L'heure est à l'unité devant la coalition PS-PC et il n'est guère de leader politique bourgeois qui ose faire prévaloir ses rancœurs ou ses divergences tactiques pour refuser son appui au nouveau chef d'Etat.

Fondamentalement conservateur

Cette belle unanimité, toutefois, n'est pas, par elle-même, une preuve de force. Il ne suffit pas de dire que la France veut être gouvernée au Centre pour définir une politique et régler, sur une longue période, les problèmes de la société française : Giscard bénéficie d'un certain crédit parce que, des années durant, il s'est opposé, avec prudence, à certains traits de la politique gaulliste. Il a pris ses distances avec le nationalisme archaïque, avec le traditionalisme puritain, avec l'autoritarisme le plus manifeste, afin de démontrer qu'il est homme ouvert au progrès. Mais ses options fondamentales ont toujours été conservatrices et il ne s'est jamais distingué avec ses amis « Républicains indépendants » par ses audaces novatrices. En tant que nouveau président de la République, il lui faut, en réalité, affronter de nombreuses questions restées sans solutions.

C'est qu'en effet, l'héritage pompidolien est lourd. Pour faire face à l'ébranlement consécutif à mai 1968, Pompidou a joué essentiellement deux cartes. Il a ramené d'abord toutes les forces réactionnaires, sur une base immédiatement payante : la peur de l'inconnu et le refus du désordre. Il a, en second lieu, tout fait pour favoriser une accumulation accélérée du capital.

Dépendant du commerce extérieur

Dans la pratique, l'évolution économique est éminemment favorable au grand capital. La dévaluation de 1969 favorise les exportations au détriment de la consommation intérieure : la fiscalité se fait moins lourde pour les entreprises et permet même au capitalisme français d'échapper, pour un temps, aux effets de la baisse de rentabilité du capital. Apparemment, le capitalisme français connaît des heures fastes : il se concentre (jusqu'en 1973 à un rythme rapide) et s'étend sur les marchés extérieurs au point que le Hudson Institute assure qu'il deviendra la puissance dominante de l'Europe à la fin du siècle.

La médaille a cependant son revers. Le capitalisme français dépend, comme il ne l'a jamais été, du commerce extérieur, dans un contexte d'ébranlement du

système monétaire international et de bataille féroce entre les grandes sociétés multi-nationales. Il devient ainsi plus difficile pour la bourgeoisie française d'affirmer son indépendance, c'est-à-dire de prendre ses distances par rapport à ses alliés impérialistes et aux liens atlantiques distendus par le général de Gaulle. En outre, les cadeaux aux capitalistes se font aux dépens des équipements collectifs et grâce à un endettement croissant de l'Etat, des banques, des firmes et des particuliers. Quand arrive la crise pétrolière de fin 1973, en tant que signe avant-coureur de la récession internationale, il se révèle que les réserves de puissance dont dispose l'Etat sont vite épuisées. La part des exportations dans la production intérieure brute, bien que dépassant 20 %, est insuffisante pour payer les importations et il devient manifeste que beaucoup d'entreprises ont vécu sur l'inflation de crédit. Le flottement du franc, au début de 1974, ne fait que traduire une position de faiblesse et annonce une période d'austérité et de difficultés sans précédent depuis une vingtaine d'années (chômage, inflation, déficit de la balance des comptes).

Affairisme et corruption

Sur cette toile de fond, les faiblesses du système politique ressortent avec force. Les travailleurs ne prennent plus aussi facilement pour argent comptant le fameux dilemme « moi ou le chaos », puisqu'il apparaît bien que le régime n'est pas en mesure de tenir ses promesses et qu'il vit dans une atmosphère d'affairisme et de corruption permanente. Après la signature, en 1972, du Programme commun de la gauche, une concurrence dangereuse se développe même à gauche, d'autant plus dangereuse qu'elle coïncide avec la renaissance du Parti socialiste. Face à ces dangers, Pompidou ne sait qu'opposer un raidissement néo-gaulliste peu convaincant et des appels à la discipline jouant sur les hantises des couches moyennes traditionnelles. Au moment où l'affaire Lip polarise l'attention, il fait donner les caricatures politiques que sont Messmer et Royer et tente de réactiver l'UDR qui n'a jamais été qu'un conglomérat de profiteurs, de parasites et d'aventuriers. Les institutions de 1958, après les élections législatives de 1973 gagnées de justesse par la majorité, dévoilent leur fragilité. Un déplacement de quelques centaines de milliers de voix suffirait à causer une véritable crise constitutionnelle dans un régime hyper-centralisé, sans mécanismes compensateurs. A la mort de Pompidou, pour la classe dominante, il faut réajuster le tir de toute urgence.

Demain : Les contradictions du « libéralisme avancé ».

A l'initiative
de la revue
CRITIQUE
COMMUNISTE

MEETING
DEBAT

Jeudi 18 mars
à 20h 30
à la Mutualité

OU VONT
LES P.C
EN
EUROPE ?

Avec la participation de :

Lucio Magri du PDUP-
Manifesto
K.S Karol
Philippe Robrieux
Henri Weber directeur de
« Critique communiste »
Alain Krivine de la L.C.R
François Turcan du P.S.U

1/
L'HERITAGE
POMPIDOLIEN

cantonales

TREIZE NOUVEAUX PRESIDENTS DE CONSEILS GENERAUX A GAUCHE

- *Le PS gagne neuf présidences*
- *Les conseils généraux de l'Essonne et du Val de Marne seront présidés par le PC.*

Après le deuxième tour des élections cantonales, dimanche dernier, les conseils généraux nouvellement élus devaient, dans la journée de mercredi, élire un président.

13 présidences, précédemment tenues par des conseillers plus ou moins liés à la majorité présidentielle, ont été enlevées par la Gauche. Le Parti socialiste en obtient neuf (Allier, Côtes du Nord, Bers, Gironde, Isère, Landes, Puy-de-Dôme, Savoie, Territoire de Belfort), le Parti communiste deux (Essonne, Val de Marne) et les radicaux de gauche deux (Charente-Maritime, Indre).

Le résultat des élections a fait apparaître, parfois, des divisions entre les élus de l'Union de la Gauche. Ainsi, dans le Tarn et les Pyrénées Orientales, un radical de gauche et un socialiste ont été élus avec les voix de la majorité, contre des adversaires socialistes et communistes.

Des incidents ont marqué plusieurs scrutins, notamment en Corrèze où Chirac a finalement été réélu président, et dans la Nièvre où Mitterrand a été réélu et où le préfet a quitté la salle pendant le discours du doyen d'âge, le conseiller communiste Besson. Celui-ci avait déclaré que les élections cantonales signifiaient « la victoire de l'Union de la Gauche et l'échec de Giscard d'Estaing ».

LE SOCIALISME A LA « CATALANE »

Montpellier : de notre correspondant
Au bénéfice de l'âge, et avec le soutien de la majorité présidentielle, Léon Grégory, « socialiste convaincu » comme il se définit lui-même, a été réélu président du conseil général des Pyrénées orientales. Il a obtenu 11 voix comme son rival, le député communiste André Tourne.

L'élection fut mouvementée et la séance du conseil tourna parfois au vaudeville. Une longue suspension avait notamment été consacrée à la recherche d'un conseiller socialiste, fort opportunément malade, dont la voix pouvait se révéler décisive.

Enfin, Léon Grégory obtint la moitié des suffrages grâce au soutien de Gaston Pams, vice-président des Radicaux de gauche. Voilà qui donnera matière à réflexion à la prochaine réunion des Etats-majors de l'Union de la gauche.

Rappelons que les élections cantonales dans le département avaient vu une forte poussée des candidats communistes qui avaient enlevé cinq sièges aux élus socialistes. L'un de ceux-ci, qui s'était maintenu au second tour contre le communiste arrivé en tête avait même été exclu du PS. Quand au maire socialiste de Perpignan, Alduy, son retrait avait permis l'élection d'un Républicain Indépendant contre le candidat du PC.

● Pierre Mauroy, secrétaire national du Parti socialiste, a déclaré que le PS ne réclamait pas des élections anticipées.

Commentant sur les ondes de France Inter les résultats des élections cantonales, le député-maire de Lille a déclaré : « Nous ne tombons pas dans le triomphalisme, mais constatons néanmoins que c'est un grand succès. Dans un an les élections municipales, dans deux ans les élections législatives, c'est un bon départ. D'ores et déjà, la gauche est majoritaire ». Si elle est majoritaire, pourquoi ne pas demander alors le départ de Giscard et Chirac ?

armée

LE CHAUD ET LE FROID

Avant-hier, un rapport « secret » de l'O.T.A.N. opportunément rendu public, annonçait tout de go qu'en 48 heures, l'armée rouge pouvait camper sur les bords du Rhin sans que les forces de l'O.T.A.N. puissent lui opposer une sérieuse résistance.

Hier, le secrétaire général de l'O.T.A.N. rectifie le tir : les procédures de crise sont au point, la disponibilité des armes nucléaires « au moment et aux endroits voulus » est assurée. Alors, on peut souffler ? Pas tout à fait. Le secrétaire tient à rappeler que les forces de l'O.T.A.N. seraient tout de même en difficulté pour stopper rapidement une attaque conventionnelle des troupes du pacte de Varsovie, et qu'il est par ailleurs « impossible d'envisager sérieusement la possibilité d'une riposte nucléaire ». Alors ? Le rapport « secret » serait donc un vrai, malgré la rectification diplomatique qui lui a été apportée. Ce petit jeu de fausses fuites et de vraies pressions a toujours le même but pousser les gouvernements européens à renforcer leur potentiel militaire conventionnel, dégager les Etats-Unis d'une partie de ses charges

militaires de « défenseur du monde libre ». Et, naturellement, de rappeler à Giscard qu'il n'est point de salut hors de l'O.T.A.N. renforcée. On attend avec impatience les commentaires des stratèges militaires français.

NOUVELLES PLAINTES DU JUGE PASCAL

le juge Pascal, qui s'était occupé de l'affaire de Bruay en Artois, vient de déposer sept nouvelles plaintes pour violation du secret de l'instruction. Il a en outre adressé une lettre à Lecanuet dans laquelle il demande que ses plaintes soient aussi rapidement amenées devant les tribunaux que le furent celles, portées contre lui notamment par le notaire Leroy. « Et ce, conclut-il, sous peine d'apporter la preuve à toute la nation que notre justice est une justice discriminatoire ».

justice

En procès

contre le syndicat de la magistrature

FOYER EN FLAGRANT DELIT DE MENSONGE

Certains bourgeois ont tellement l'habitude, lorsqu'ils parlent de la « neutralité » vis-à-vis de la délinquance propre à leur classe, qu'ils perdent toute mesure lorsque des magistrats se mêlent de l'aborder. Tout naturellement alors, les mots de complot, de subversion et de gauchisme leur montent à la plume. C'est apparemment ce qui s'est passé avec Jean Foyer lorsqu'il a réagi, dans un article du *Figaro*, à l'inculpation et à la détention d'un PDG responsable d'un accident du travail (cf. *Rouge* du 17 mars).

Qui dit complot dit aussi comploteurs. Pour ces mêmes bourgeois, le Syndicat de la Magistrature, qui a dénoncé le fonctionnement de classe de la justice quotidienne, est une cible toute désignée. Pourtant, le déroulement même du procès auquel on a assisté durant ces deux jours, était une preuve supplémentaire de ce fonctionnement de classe. Parce que les parties étaient « respectables » du moins pour l'un d'entre elles - et les témoins prestigieux, (anciens ministres, députés, sénateurs, etc.). Le président de la 17ème Chambre, tellement impressionné qu'il en a oublié de faire prêter serment à un témoin, a renvoyé sans hésitation ni gêne les autres affaires appelées le même jour. Le lot commun des justiciables (attentes interminables avant de voir venir leur affaire) a ainsi été épargné aux honorabilités présentes à qui le président, qu'on a vu en d'autres circonstances plus brutal, s'adressait fort civilement.

Il y a quand même loin, de l'accusation de complot aux preuves concrètes et tangibles. On l'a bien vu lors de la première séance du procès qui oppose Foyer au Syndicat de la Magistrature. Tous les témoins cités par Foyer, qui s'était offert d'apporter les preuves de ses accusations et celles de sa bonne foi, ont fait un bide.

Ni la plaidoirie du Bâtonnier Bondoux, le défenseur de Foyer, ni la déclaration liminaire de ce dernier, en début de la deuxième audience hier après-midi, n'ont permis de remonter le courant.

Incapable de prouver ses allégations, Foyer s'est évertué à promouvoir sa bonne foi, en tentant d'utiliser des déclarations et des écrits du Syndicat de la Magistrature, parues pour la plupart dans le mensuel « Justice ». Les défenseurs du Syndicat, M^{rs} Paul Boucher et M^{rs} Kiejman, eurent beau jeu, préventivement, de démontrer ce type de défense : « Vous êtes incapables de produire les preuves de ce que vous avancez » devait déclarer en début de plaidoirie, M^{rs} Boucher, en

s'adressant à Foyer. Puis il devait longuement développer l'action du Syndicat de la Magistrature, l'inscrivant dans le combat général des libertés publiques et individuelles. « Votre conception de l'ordre social est particulière, Monsieur Foyer puisqu'il ressort de votre article que ses piliers en sont les notaires, les PDG et les policiers », apostropha M^{rs} Boucher, engageant ainsi le fer sur le terrain de défenseur de la société où se complait Foyer. Et il ajouta : « Vous considérez que la société est menacée quand trois chefs d'entreprises passent trois jours en prison, alors qu'il y a en permanence 14.000 emprisonnés en préventive, et que vous ne dites rien. »

M^{rs} Kiejman, prenant ensuite la parole, devait faire ressortir l'argument en mettant en doute la bonne foi de Foyer qui affirme avoir écrit son article dans l'intérêt de la justice : « Un peu avant que vous n'arriviez à la Chancellerie », Monsieur Foyer, huit français ont été assassinés à Charonne, et je ne sais pas que vous ayez fait le maximum pour qu'on recherche les coupables. Vous avez mis aussi en place la Cour de Sureté de l'Etat, juridiction d'exception par excellence. (...) Sous votre « règne », les chiffres des détenus préventifs étaient doubles de ce qu'ils sont aujourd'hui, et je ne connais aucune circulaire de votre part, demandant aux juges d'instructions de faire de la détention préventive l'exception et non la règle. Dans ces conditions, votre sincérité a du mal à s'établir. L'intention de nuire est trop évidente » !

Se posant la question du pourquoi de cette intention, M^{rs} Kiejman devait affirmer, avec une particulière résonance en cette période de défaite électorale pour le parti de la Foyer : « Monsieur Foyer, vous êtes le chef d'une armée sans troupes, réduit à essayer de recruter les troupes des autres qu'il s'agisse du SAC, de « Minute » ou du PFN, qui eux aussi attaquent le Syndicat de la Magistrature, avec les mêmes arguments que vous avez utilisés dans votre article du « Figaro ».

En écho à cette péroraison, une demi-douzaine de fascistes, massés dans un coin de la salle, hochent la tête. Sur leurs relations avec les milieux UDR, ils sont connaisseurs.

Le jugement sera rendu ultérieurement.

Georges Marion

* Foyer a été ministre de la Justice de 1962 à 1967.

notes politiques

TOULOUSE : ATTENTAT CONTRE UNE IMPRIMERIE ANARCHISTE

● Une explosion a partiellement détruit, dans la nuit de mardi une imprimerie qui confectionnait le mensuel anarchiste « Basta ». Aucun blessé n'est à déplorer. « Basta » venait de relater, sous forme de bande dessinée, la journée de garde à vue des 23 interpellés dans l'affaire de l'attentat, commis le 9 mars à proximité de la CRS 27, et dont les auteurs avaient sauté en manipulant l'engin. Parions que la police experte dans la poursuite des anti-fascistes espagnols et français va lamentablement piétiner dans cette nouvelle enquête ; on risque d'attendre longtemps des interpellations dans les milieux d'extrême-droite et de barbouzes.

POUR UNE MEDAILLE DE PLUS

● Les inspecteurs Alberthi et Gil vont pouvoir se pavaner. Le prince Poniatowski vient de leur offrir la médaille d'argent de 1ère classe pour actes de courage et de dévouement. Le 3 décembre dernier, avenue Bosquet, lors du hold-up prise d'otages, ils ont, paraît-il eu une attitude « audacieuse, malgré un feu nourri d'armes automatiques ». Il faut rappeler, à ce propos, la photo parue dans l'un des numéros 0 de *Rouge quotidien* : l'un des auteurs du hold-up abattu de plusieurs balles et les mains attachées par des menottes, derrière le dos.

UN VILLAGE COMME BEAUCOUP D'AUTRES

● Le Conseil municipal de Belin-Beliet (Gironde) a démissionné mardi pour protester contre « la situation économique et sociale du village ». La majorité des habitants de Belin-Beliet travaillent à l'usine Cazenave, (fabrication de cycles et remorques). Or cette entreprise est en liquidation judiciaire et n'offre aucune assurance quant au reclassement des ouvriers. Ces derniers ont donc décidé, très légitimement, le 25 juillet dernier d'occuper. Depuis, rien et c'est ce rien qui a motivé la démission du conseil municipal.

POUR UN PRETRE AUTONOMISTE BRETON ET EN PRISON

● 25 prêtres du conseil presbytéral du diocèse de Saint-Brieux et Tréguier (Côtes du Nord) réunis à l'occasion de la nomination du nouvel évêque, se sont déclarés « émus par la situation de l'abbé Aimé Lebreton détenu depuis cinq mois à la prison de la Santé sur requête de la Cour de Sureté de l'Etat » ; Lebreton fait partie de cette charette d'autonomistes, embastillés en octobre dernier, et que le pouvoir se refuse à libérer.

APRÈS LE 17...

C'est maintenant dans plusieurs dizaines d'usines de la métallurgie que les grèves se développent, essentiellement sur les salaires et les classifications. A la différence d'autres journées d'action, comme celles de la Santé qui étaient passablement parachutées, la journée d'hier dans la métallurgie a embrayé sur une combativité tout à fait importante.

Il y a les conflits sur l'emploi qui se prolongent depuis plusieurs mois (Idéal Standard, Bretoncelles, etc.) et sur lesquels la grande presse garde le plus souvent le silence. Mais il y a aussi — en particulier depuis une quinzaine de jours — une multiplication de luttes, où l'on retrouve des caractéristiques communes : revendications unifiantes portant la plupart du temps sur les salaires : 400 F pour tous à Bourgogne-Electronique de Dijon, par exemple, et formes de luttes radicales (grèves avec occupation).

A la différence d'il y a quelques mois, ce sont des secteurs décisifs de la classe ouvrière qui entrent aujourd'hui en mouvement : Dassault et Ford à Bordeaux, Baroclem à Rouen, General Motors à Strasbourg, CEM à Nancy, Peugeot à Beaulieu...

Cette poussée de grèves traduit une modification sensible du climat dans nombre de grandes entreprises : alors qu'une masse d'usines, en particulier dans l'automobile, avaient encaissé le chômage partiel sans grande réaction, l'atmosphère est en train de changer : les chiffres du chômage sont en train d'amorcer une baisse. Ici et là les travailleurs voient les stocks diminuer et les carnets de commande commencer à se regarnir ; ils sont de moins en moins disposés à encaisser des attaques frontales comme la vague de déqualification résultant de la nouvelle grille de la métallurgie, l'amputation du pouvoir d'achat due à la dévaluation du franc, la maintien du blocage de l'embauche et la poursuite des licenciements. Surtout de la part d'un gouvernement Giscard dont les cantonales ont révélé qu'il était minoritaire dans le pays.

C'est le problème des perspectives centrales qui est aujourd'hui posé. A Bordeaux, à Paris, à Rouen, ce sont les mêmes revendications qui reviennent pour l'augmentation uniforme des salaires et la garantie des qualifications acquises. Pourquoi les syndicats n'organiseront-ils pas (comme cela s'était fait, il y a plusieurs mois à l'EGF) une réunion nationale de délégués pour discuter des perspectives : une réunion à laquelle participeraient des travailleurs de toutes les usines en lutte ? ce serait là, après la journée d'action de la métallurgie, apporter une première réponse au problème de coordination que se posent aujourd'hui dans des dizaines d'entreprises des travailleurs qui se battent aujourd'hui séparément sur les mêmes revendications.

F.L.

Metallurgie

LA COMBATIVITE GRANDIT

La journée d'action métallurgie a été marquée par de nombreux débrayages et manifestations dans toute la France. Des luttes importantes, certaines engagées depuis plusieurs semaines, contre la nouvelle grille et pour une convention collective nationale, ont donné à cette journée une tonalité un peu différente de celle initialement prévue.

A Paris, un défilé CGT-CFDT a rassemblé plus de 5000 métallos de la place St Augustin au siège des patrons de l'UIMM. Démonstration colorée avec de nom-

breux drapeaux rouges, des chants, de nombreux mots d'ordre, qui marquent un certain regain de combativité dans un secteur longtemps calme. Les plus grosses boîtes étaient massivement présentes : Renault, Dassault, Thompson CSF, SKF, etc. C'est incontestablement un succès pour ce type de mobilisation.

A signaler néanmoins le peu de banderoles unitaires. Certaines sections syndicales défilèrent même avec pour seul mot d'ordre « Adhérez à la CGT ».

L'ACCORD SUR LES CLASSIFICATIONS :

Déqualifications massives et amputation du pouvoir d'achat

La négociation sur les classifications a duré six ans au cours desquels la CGT et la CFDT ont joué le jeu de la concertation dans les antichambres patronales. L'adoption d'une « bonne » grille, consacrant une « juste hiérarchie », (selon les termes mêmes employés par la CGT) était revendiquée. Tout cela pour aboutir à un texte imposé par le patronat avec la complicité des organisations syndicales les moins représentatives de la branche comme FO et la CFTC, qui ont signé l'accord national du 21 juillet 1975.

La nouvelle grille tourne le dos à la revendication d'une grille unique de l'OS à l'ingénieur, puisque le nouveau système ne concerne que les ouvriers, employés, techniciens, dessinateurs et agents de maîtrise. Ceux-ci sont divisés en cinq niveaux de trois échelons chacun. Même si cette nouvelle mouture de grille « convient pour l'essentiel à la CGT », et même si les nouvelles dispositions des classifications sont enrobées de grands discours sur « l'autonomie, la responsabilité, les connaissances acquises ». Les éléments décisifs sont ailleurs.

En fait ces classifications ne correspondent pas à une reconnaissance de la qualification des travailleurs. Comme l'explique l'accord du 21 juillet : « un salarié annonce un classement et non une classification ». En effet c'est au poste de travail que correspond la classification. Cela entraîne la généralisation des cotations de poste. Cela peut conduire à des baisses possibles de salaires, consécutives à une mutation ou à un changement d'entreprise.

En cette période de restructuration industrielle où des mutations et des licenciements sont monnaie courante, l'attaque patronale se trouve là : à garder les mains libres, pour organiser la déqualification que la rentabilité exige.



De plus, l'UIMM espère bien profiter de l'introduction de ces nouvelles grilles, pour accroître encore davantage la pression sur les salaires. Dans une note aux directions d'entreprises, elle met les choses au point : « l'application de la nouvelle classification doit conduire à une remise en ordre avec le doigté qui s'impose... De ce fait le préambule de l'accord national ne comporte pas de clause générale sur les avantages acquis ». Il est difficile aux patrons de diminuer les rémunérations actuellement payées ; il semble bien que ceux-ci ne se priveront pas de diminuer les salaires d'embauche.

Mais pour donner encore plus de champ libre au patronat, l'accord de juillet ne fixe aucun chiffre de salaire. Cela sera discuté localement, au gré des rapports de forces locaux.

Le nouveau système de classifications est une arme de plus pour s'en prendre au pouvoir d'achat des travailleurs. Cela explique pourquoi les luttes sur les classifications et les luttes salariales sont intimement mêlées. Bien souvent les luttes sur les classifications sont un moyen que se donnent les travailleurs pour arracher des augmentations de salaires ; mais force est de constater que des luttes pour les augmentations de salaires égales pour tous ont été transformées par les directions syndicales en luttes catégorielles se fixant pour objectif la modification de tel élément de la grille. La direction du syndicat CGT de Renault par exemple est passée maître dans cette tactique visant à déplacer les luttes dans le maquis des avantages catégoriels, différenciant chaque fois davantage les classifications.

La lutte sur les classifications possède des enjeux spécifiques en se fondant sur une bataille pour la reconnaissance de la qualification des travailleurs. Elle doit être reliée à la lutte pour l'augmentation uniforme des salaires.

Serge
Correspondant Billancourt

BORDEAUX :

Débrayages importants dans l'aéronautique : Dassault, Martignas, Mérignac, Sogerma, Société européenne de propulsion, et SAFT à l'appel de la CGT et de la CFDT.

Ce rassemblement animé à l'UD CGT de 500 personnes ne pouvait cependant pas traduire l'extraordinaire combativité qui règne dans les entreprises : l'absence de perspectives claires, et le fait que la CFDT ait été opposée à l'organisation d'une manifestation ayant constitué un frein.

Correspondant Bordeaux

Problème d'arithmétique

Comment faire 4840 kms par jour à 60 kms/heure ?

Correspondant Nancy.

Problème insoluble dira l'arithmétique.

Existe-t-il quelque part un phénomène capable d'une telle prouesse ? S'il vivait, on le saurait. Nous avons un gouvernement perspicace, des journaux friands de ce genre de « scoop ». Si un tel acrobate, manipulateur du temps, réducteur d'espace, habitait dans notre pays, il eut été photographié, interviewé, calibré, promu, exposé dans des cirques ou les conférences de presse. Pensez donc, mieux que le Concorde. Dassault, assurément, aurait mis la main dessus.

Eh bien, non. Il a fallu attendre un incendie dans l'usine appartenant à ce « cas », le licenciement de tous les ouvriers de ce PDG, 5 mois de lutte, pour qu'enfin les grévistes des Meubles de Style, à Toul, révèlent cet exploit pourtant

connu des services publics. Bigeard, qui a sa villa dans cette petite ville de l'Est, ne le savait même pas.

Et comment faisait ce cher homme ? Rien de plus simple : Madame est PDG, Monsieur Directeur Commercial, leur fils, Directeur de fabrication. Tous payés au SMIC (Les pauvres !), jamais plus de 2000 F par mois. On déclare 42 ouvriers sur 180, on sollicite des primes à la création d'emplois, une aide à la formation, des reports d'impôts, des aides en tous genres. On installe des ateliers dans un réfectoire délabré, on brutalise le personnel féminin, on impose des horaires de travail allant jusqu'à 17 heures par semaine. On gère sur le compte de sa société : un appartement à Nancy, un autre à Cannes, un troisième à Paris, une villa à Toul. Et puis, le 2 janvier 1975, on

inscrit sur les registres 4225 francs d'indemnités kilométriques pour ses déplacements de la journée. Le tarif étant de 50 centimes le km, on a fait 4840 km ! Et le tour est joué. A quoi tout cela sert-il ? Eh bien - Fourcade récompense toujours les inventifs -, vous ne déclarez que 2728 F de revenus par an. Moins que vos ouvriers. Vous êtes exonérés d'impôts.

Il faut remercier les 180 licenciés des Meubles de Style pour avoir révélé cet acrobate de la comptabilité dans un Livre Noir qu'ils viennent de publier. Ils luttent depuis cinq mois pour retrouver leur emploi. En récompense, ce patron (pas si exceptionnel que ça), finalement leur a envoyé des milices armées de chiens et de fusils, avec les flics en prime. Ils occupaient l'usine.

en lutte

SNPA-LACQ : GREVE ARRETEE MAIS L'ACTION CONTINUE

● Durant les cinq jours de grève la direction a essayé toutes les manœuvres : alors que les travailleurs voulaient assurer le minimum technique, elle a fait arrêter les unités. L'huissier venait régulièrement prendre l'identité de ceux qui faisaient le piquet, et à la question « votre nom ? » il s'attirait la même réponse : « l'intersyndicale ». Malgré des télégrammes individuels envoyés aux chauffeurs, aucun camion n'a pu être chargé.

Pendant la semaine un débat a traversé les travailleurs : grève reconductible jusqu'à satisfaction comme le proposait la CFDT, ou recommencer plusieurs semaines de suite la même grève de cinq jours. A noter aussi qu'une des faiblesses de la grève a été l'engagement physique insuffisant d'une partie des grévistes, et la prise de contact insuffisante avec les autres travailleurs de la région. Des assemblées générales auront lieu les jours qui viennent à Pau (1 700 travailleurs) et à Lacq (2 500 travailleurs). Un mouvement très profond mûrit.

Pierre correspondant Pau

BREST : 198 LICENCIEMENTS A TRANSOCEAN.

● La totalité du personnel a reçu ce mercredi matin sa lettre de licenciement. Dans le cadre de la riposte, la solution de type coopérative a été à juste titre, rejetée d'emblée par la CGT. Il reste à avancer des perspectives de lutte susceptibles d'imposer une autre issue.

Cor. Brest.

CENTRE ANTICANCEREUX DE VILLEJUIF : LA N. 7 BARREE HIER

● Le personnel du centre a manifesté mercredi pour faire connaître la lutte entamée depuis le 12 mars. Les travailleurs exigent l'obtention des avantages appliqués au secteur public hospitalier : 250 Frs au titre des « mesures Veil », paiement de 13 heures en heures supplémentaires, abaissement de l'âge de la retraite. La grève ne touche que les opérations administratives (facturation, tenue des carnets de bord). Les soins aux malades restent totalement assurés.

A la FPA de Nîmes, sept stagiaires viennent d'être licenciés. Une action nationale est envisagée avec toutes les FPA de France (contact : Françoise Martinez, 89 ch. de la Guinguette 30 000 Nîmes) (Corres.)

A France-Alu (Carros), troisième semaine d'occupation contre les licenciements. Solidarité financière : UL CGT de Carros, avec mention « soutien à France-Alu »

Dans le textile à Roubaix, plusieurs grèves se poursuivent à Latex (bonneterie) où l'usine est occupée depuis une semaine, à Sylvain-Bolero suite à la mise à pied de deux militants CGT, et à la Lainière, où c'est l'équipe de nuit qui fait grève pour des augmentations. (Corres.)

PEUGEOT BEAULIEU

LA GREVE SE DURCIT

- La poursuite de la lutte a été votée mardi
- L'occupation s'organise

Les travailleurs ont voté mardi massivement la continuation de la grève avec occupation. Sur 1732 votants, 1104 étaient pour l'occupation, 249 pour continuer la lutte sur le tas dans l'entreprise, 166 pour la reprise immédiate. Au meeting d'hier matin, les organisations syndicales ont commencé à organiser les tours de piquet, mise sur pied d'une commission sur les problèmes sociaux qui commencent à se poser et enfin commission de popularisation pour organiser la solidarité auprès des autres usines Peugeot. A moins d'un coup de force de Peugeot qu'il ne faut pas exclure, on s'oriente donc vers une lutte prolongée.

- A Beaulieu, la grève est partie le 5 mars, un vendredi soir. Démarrer une lutte un week-end, ce n'est pas le meilleur moment, mais on ne choisit pas toujours. C'est à cinquante, que l'occupation s'est faite, le samedi et le dimanche.

LES CADRES A LA SONO

Très vite, la direction s'est trouvée gênée par cette grève : les stocks de cycles sont hauts, mais il faut alimenter Sochaux en pièces détachées de voitures.

Dès lundi matin, et les jours suivants, elle fait fonctionner les cars de ramassage. Chaque matin les cadres vont organiser un meeting devant l'usine : une sono est installée sur les marches de l'église, dans l'assistance des cadres, la maîtrise, quelques employés, ils sont deux cent en tout : « pour faire respecter la liberté du travail, notre voix ne peut suffire, faites le savoir vous-mêmes... » C'est un cadre qui parle. Plus loin, les gars du piquet de grève goguenards sifflent les jaunes. Mais ce lundi-là, ils enfoncent le piquet et une déléguée CGT se fait cracher dessus au passage. Le but de la manoeuvre : démaner les pièces pour Sochaux. Mais les grévistes dégonflent les pneus des camions. Le soir même, ils reprennent les portes, et les bouclent ; certaines sont même soudées ! Du coup on se retrouve à 700. La direction va commencer à s'énerver, des lettres de menaces sont envoyées à tout le personnel, même aux morts : « La

seule manière de défendre efficacement le personnel est d'assurer le maintien de l'emploi en donnant satisfaction à nos clients ». On envoie les huissiers et les RG relever des noms. Deux délégués CFDT dont le secrétaire sont convoqués dans un bistrot : « Vous êtes licenciés... » On organisera même une maigre manifestation de jaunes devant la sous-préfecture pour demander la liberté du travail.

« ma place est ici »

Du côté des grévistes, le moral est bon, on en veut.

Mais le mouvement a du mal à se structurer, c'est la première fois depuis 68 qu'une lutte d'une telle ampleur démarre. C'est une fantomatique intersyndicale qui décide de tout. En fait la division syndicale est grande : pas un seul tract commun. Au piquet, ça se sent : il y a des portes CGT et des portes CFDT.

Un noyau de 300 gars occupe jour et nuit, toujours les mêmes, mais des fervents. L'un vient en taxi de Belfort, un ancien des cycles qui travaille à la scierie fait grève tout seul en solidarité et il est là tous les soirs.

M. aussi est là tous les soirs, mais son mari vient lui faire des scènes et elle cède : « Je ne veux pas casser mon ménage... », mais deux heures après, elle est de retour : « ma place, c'est ici ». Il y a même un marabout du sud-mauritanien : il occupe avec les gars de son village. Des femmes de grévistes font la ronde de nuit



Devant les portes de Peugeot (photo Sacha)

autour de la boîte.

Mais en fin de semaine, la fatigue commence à se faire sentir, on ne dort que deux heures par nuit, toutes les tâches d'organisation re tombent sur les délégués. Il faudrait que tous ceux qui restent chez eux se sentent concernés, participent activement. Il faudrait transformer le meeting syndical quotidien en assemblée générale où on discute et où les décisions se prennent à la majorité, se répartir les tâches par commission, animer la grève, la populariser sur la région et sur le trust. Ça n'a pas encore été fait et pourtant il paraît que ça bouge à Bart. A Sochaux on monte des voitures sans pot d'échappement, la CGT a porté plainte pour pollution,

la direction réplique en distribuant des boules Quiès.

négociateur en position de force

Et il y a une idée qui traîne : « Si on organisait des ventes sauvages de vélos, ça serait formidable... ! » Lip est dans l'air.

Mais les directions syndicales divisées se retrouvent au moins sur un point : freiner les initiatives, rassurer la direction pour pouvoir négocier, c'est très dangereux : on doit négocier en position de force et non après avoir rangé ses armes au ratelier.

Sacha Blumkine

ROUEN

CREATION D'UN COMITE DE CHOMEURS CGT

A l'initiative de la CGT, un comité de chômeurs vient de se créer à Rouen. Regroupant une vingtaine de militants et comptant sur un soutien de travailleurs de l'IMRO en lutte contre les licenciements, le comité lance campagne pour :

- les transports gratuits,
- l'allocation d'aide publique à 21 F par jour,
- crèche et cantine gratuites pour les enfants de chômeurs,
- arrêt des saisies, expulsions, coupures de gaz et électricité.

Pour faire aboutir ces revendications, un tract a été massivement distribué aux chômeurs, un rassemblement aura lieu le lundi 22 Mars à 15 H devant l'Hôtel de ville, afin de

faire part à Lecanuet du mécontentement grandissant des chômeurs et de leur volonté d'agir pour mettre un terme au scandale du chômage.

Correspondant Rouen

A TOURS, LE COMITE DE CHOMEURS CFDT

qui avait lancé une pétition exigeant la gratuité des transports pour tous les chômeurs, a demandé une audience à Royer. Après une petite leçon de morale, le maire a refusé catégoriquement : « Je suis contre les transports gratuits », leur a-t-il expliqué le 13 mars. (la permanence du comité se tient tous les mercredi, de 17 H à 19 H).

il y a... 40 ans

MARS 1936 : LA REUNIFICATION SYNDICALE (3)



Le 6 février 1934. (AFP)

Lors du coup de force fasciste du 6 février 34, les directions du PC et du PS étaient toutes deux hostiles à toute action commune entre elles. La pression unitaire des masses les obligea à signer en juillet de la même année un pacte d'unité d'action. Les propositions de réunification syndicale faites à la même époque par la CGTU se heurtèrent à un refus de la part de la CGT. La CGTU résolut alors d'œuvrer pour l'unité syndicale en s'appuyant sur le puissant courant unitaire qui existait dans la classe ouvrière. Elle ne se livra pas seulement à de la propagande pour la réunification syndicale. Elle incita ses organismes de base d'abord, ses fédérations et unions départementales ensuite, à chercher à réaliser des morceaux d'unité syndicale, en prenant appui sur la structure non centralisée, mais fédérative des syndicats. Ainsi commencèrent à se constituer, notamment chez les cheminots, des syndicats uniques à la base. Qu'étaient ces syndicats uniques ? Tout simplement les syndiqués d'une entreprise donnée (par exemple les cheminots d'une ville) décidaient de ne constituer qu'un seul syndicat dans cette ville, la cotisation revenant à la Fédération et à la CGT étant payée à la Fédération CGT et à cette centrale, ou à la Fédération CGTU et à cette centrale, selon la volonté personnelle de chaque syndiqué.

Le succès de cette démarche aboutit assez vite à la tenue de congrès unitaires entraînant la fusion à une échelle plus élevée, par exemple celle des cheminots du réseau du Midi, celle des cheminots du réseau PLM, etc. Ce courant unitaire ne pouvait manquer d'affecter la direction de la CGT. Aussi, en juin 1935, commencèrent des pourparlers de réunification, surtout après que les dirigeants de la CGTU — qui comprenaient la faiblesse de celle-ci en dépit du succès de la campagne unitaire — avaient fait connaître leur disposition à accepter les conditions posées par la direction de la CGT. Ces conditions,

et Fédérations réunifiées où fut élu un nouveau bureau confédéral, enfin, tenue à Toulouse du 2 au 5 mars 1936 d'un Congrès qui consacra la réunification.

Au Congrès de Toulouse, la tendance ex-confédérée eut 5500 voix, la tendance ex-unitaire 2500. Dans la Commission administrative, il y avait 33 ex-CGT pour 10 ex-CGTU. Le secrétaire général de la CGT était Jouhaux, au secrétariat se trouvaient Belin et Bothereau, ex-CGT, et Frachon et Racamond, ex-CGTU. Mais ces chiffres exprimaient un rapport de force qui allait être bientôt dépassé. Lors de l'afflux d'adhésions qui survint en juin 36, celles-ci se portèrent surtout dans les industries du secteur privé où prédominaient les cadres de formation PC.

Cette réunification syndicale présida en fait à une véritable syndicalisation de la classe ouvrière française. Des scissions syndicales allaient encore se produire, les effectifs syndicaux ont connu depuis 1936 de grandes fluctuations, mais, depuis cette date, le mouvement syndical a conservé son implantation dans les entreprises (même de façon clandestine sous le régime de Vichy). Rouge ne manquera pas, dans quelques mois, de rappeler à l'occasion de l'anniversaire de Juin 36 ce que fut cette grève générale et quelles conséquences politiques et syndicales elle eut pour la classe ouvrière. Aujourd'hui, le problème de l'unité syndicale reste encore posé bien qu'en termes différents. Il intéresse d'abord et surtout la CGT, la CFDT et la FEN, tandis que FO n'entre en ligne de compte que secondairement dans la recomposition présente du mouvement ouvrier. Mais la réunification de 1936 n'est pas sans leçons pour aujourd'hui, notamment en ce qui concerne le rôle que peuvent y jouer les militants de base.

Pierre FRANK

en lutte

KLEBER-COLOMBES : JOURNEE D'ACTION AUJOURD'HUI

● L'appel de la CGT et de la CFDT, la grève doit toucher toutes les usines du groupe. Une manifestation est prévue de même à Paris, place de l'Etoile, à 11 heures du matin. Les revendications concernent le pouvoir d'achat (2200 F minimum), la durée du travail (retour aux 40 heures), la révision de la grille, et le maintien de l'emploi. Le problème de la reconduction de la grève est posé dans certaines sections syndicales.

Correspondant Kléber-Colombes

RHONE-POULENC : REUNION DES DELEGUES DE TOUT LE TEXILE

● Le travail a repris hier matin à 4 heures au Péage de Roussillon après 42 heures de grève. Durant toute la grève, des piquets massifs bloquaient totalement l'entrée de l'usine. Seul, le directeur, responsable de la sécurité, a été autorisé à pénétrer dans l'entreprise.

Aujourd'hui, les délégués des 18 usines du groupe Rhône-Poulenc Textile se réunissent à Vaise, près de Lyon. Ils discutent de la continuation de la lutte. La CFDT est favorable à l'organisation à brève échéance d'une grève de 24 heures sur tout le groupe qui pourrait être reconduite.

On sait s'autre part que, le 25 mars, les directeurs des huit divisions de Rhône-Poulenc doivent se réunir afin de mettre au point une politique commune de « dégraissage des effectifs ». C'est une lutte de longue haleine qui s'engage.

Vincent Correspondant Grenoble

● Fin de la grève à la crèche municipale de Livry Gargan où le maire, M. Vincent (PS) n'a négligé aucun moyen de pression disponible pour casser la grève. Le personnel réclamait l'attribution du 13^e mois et de la 5^e semaine de congé payé.

● A Dôle, les cheminots ont bloqué mardi le train cisalpin pendant 20 minutes, à l'occasion de la venue d'un directeur SNCF (Corr.)

● Au foyer Sonacotra de St-Denis, six délégués algériens sont menacés d'expulsion ; à Nanterre, un tract unitaire de solidarité avec les 47 foyers en grève a été distribué, signé par l'UL CFDT, le PS, le PSU, la LCR. (Corr.)

● Les travailleurs de Mécano (La Courneuve), qui occupent leur usine depuis le 12 janvier, organisent jeudi une journée de solidarité.

● Aux Mammouth de Rennes et St-Brieuc, le personnel a débrayé mardi pendant une heure pour 200 F pour tous, 1700 F mini, la 5^e semaine, les 40 heures, 1/2 heure de réduction d'horaire pour les femmes enceintes et les congés exceptionnels pour la garde des enfants malades. (Corr.)

A l'occasion de la rencontre nationale de Nanterre aujourd'hui QUEL MOUVEMENT ETUDIANT ?

Aujourd'hui se tient sur le campus de Nanterre la rencontre nationale des étudiants en lutte. Commencée à 10 heures elle se terminera vers 17 heures 30 par un défilé du métro Opéra au Secrétariat d'Etat aux Universités. Les organisations syndicales qui ont rencontré mardi le collectif d'organisation (comité de grève de Nanterre et représentants des facs parisiennes) ont accepté de soutenir le rassemblement : la FEN enverra un message, la CFDT un message et un observateur, et la CGT envisage de faire parvenir un message. Une délégation de délégués d'AG ou de structures de lutte des lycées parisiens

se tient ce soir à 18 heures, fac de Jussieu. Une autre, des CET, se tiendra demain à 17 heures 30 à Jussieu tour 46.

Des grèves étudiantes de février-mars 76, que restera-t-il ? Aux attaques permanentes du pouvoir, quelle organisation permanente fera face ? Sur ces questions nous avons proposé au PSU, à l'Organisation communiste Révolution ! et à Lutte Ouvrière, une confrontation dans Rouge. Nous publions la seule qui nous soit parvenue dans les temps ainsi que notre position.

faites
chauffer
l'école

**BORDEAUX
DETOURNEMENT
DE NATIONALE
ET TIR TENDU
DE GRENADES**

Lundi dernier, l'ensemble des facs a décidé de détourner la RN 10 vers le campus mardi après-midi pour une journée « portes ouvertes » avec buvette, panneaux, et tract d'explication. Initiative à laquelle se joignent les élèves du lycée technique de Talence en grève depuis le matin. Devant le succès du détournement auprès des automobilistes, des CRS sont dépêchés, chargent et provoquent les étudiants.

De toutes les facs arrivent des renforts. De 15 h à 18 h, 2000 étudiants et lycéens affrontent les CRS : un millier de grenades lancées en tir tendu (interdit par la loi), plusieurs étudiants embarqués, d'autres blessés et hospitalisés. Entre temps, l'AG de Lettres votera l'occupation à partir de mardi soir.

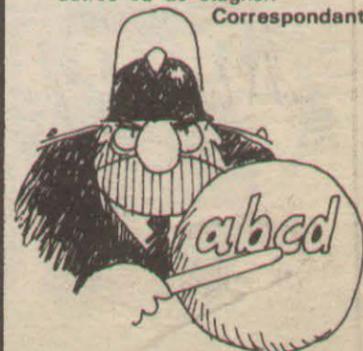
**BREST
LA RENTABILISATION
NOIR SUR BLANC**

Les étudiants en grève de Brest viennent de prendre connaissance d'un document explosif. Il s'agit d'un plan de développement et de redéploiement de l'Université de Bretagne occidentale (U.B.O) pour la période 1976-1980, destiné au Conseil d'université. Les élus UNEF qui l'avaient depuis longtemps en leur possession n'avaient pas, semble-t-il, vu l'intérêt de la divulguer. Le « redéploiement » (la pénétration patronale à l'université affecte aussi le vocabulaire) des enseignements doit se faire dans le sens d'une liquidation plus ou moins directe de la majorité des secteurs à vocation de recherche.

Le projet doit aboutir à restructurer toute l'U.B.O. autour de quelques filières professionnelles : préparation exclusive à l'enseignement en Sciences et Lettres, préparation aux concours administratifs en Droit, études de langues étrangères appliquées, maintien de quelques maîtrises de Sciences et Techniques. Il se complète d'une planification très précise des « flux » d'entrée et de sortie des étudiants qui détermine pour chaque année le nombre d'étudiants à recruter et le nombre de diplômés à délivrer dans chaque secteur.

Aucun flux d'entrée et de sortie (sauf pour les IUT) ne doit connaître d'augmentation. D'ici 5 ans. Les secteurs rentables les plus favorisés n'ont d'autre privilège que de régresser moins vite que les autres ou de stagner.

Correspondant



L.C.R.

POUR UN MOUVEMENT ETUDIANT UNITAIRE

Toutes les forces de gauche et d'extrême-gauche, proclament leur volonté de construire un mouvement de masse permanent à l'université qui permet aux étudiants de lutter de façon prolongée contre l'école de classe. Nous-mêmes avons fait publiquement un bilan critique de nos conceptions passées sur cette question. Pourtant, beaucoup, au-delà de ces déclarations d'intention, préfèrent les manœuvres d'appareils.

Le PC avec « son » UNEF, l'AJS avec « son » UNEF, le PSU et une partie du PS avec le MARC-CNIL, la majorité du PS avec le COSEF, chacun y va de « son » organisation de masse. Cela ne peut plus durer : il n'est plus possible que des organisations politiques continuent de diviser le mouvement de masse en fonction de leurs intérêts de boutique. Un acquis des mobilisations actuelles doit être de jeter les bases d'un mouvement étudiant unitaire. Cela est possible à deux conditions. D'abord que ce mouvement soit démocratique. C'est-à-dire qu'il respecte dans la lutte la démocratie des assemblées générales, que les différents courants qui pourront le traverser s'y expriment librement, qu'il fonctionne comme une fédération de ses structures de base. Ensuite que ce mouvement, rejetant tout corpo-

ratisme situe clairement son combat au côté de la classe ouvrière, en recherchant systématiquement l'alliance avec les travailleurs en lutte et les syndicats ouvriers. Alors, dans ce cadre démocratique, pourront se discuter les différentes plateformes en présence : un courant minoritaire ne sera pas obligé de scissionner pour se faire entendre.

Disons-le clairement : nous n'allons pas nous appuyer sur un rapport de force qui nous est souvent favorable à l'université pour auto-proclamer « notre » organisation de masse. Nous nous battons très fermement pour que les structures de lutte unitaires qui ont vu le jour se développent, se rencontrent au plan régional. Dans cette bataille nous nous adressons à tous, aux réformistes comme aux révolutionnaires.

Mais il est clair que l'extrême-gauche porte une lourde responsabilité que d'elle dépend une grosse partie la possibilité d'existence d'un tel mouvement. Il serait donc grave que certaines organisations continuent leurs cours sectaires. Au fond, ce sont les dizaines milliers d'étudiants inorganisés qui trancheront ce débat. Et, de ce point vue, nous avons confiance : ils ont clairement montré quels étaient leurs besoins et leurs aspirations.

Antoine Artous
du BP de la LCR

P.S.U.

POUR UN SYNDICAT ANTICAPITALISTE DES ETUDIANTS

Grissaile... silence...journalistes bourgeois, sociologues avaient vite enterré le mouvement étudiant. Qu'on en juge ! Depuis un mois déjà toutes les universités de province ont été touchées par la grève, à Paris le mouvement s'étend, tandis que les IUT continuent la lutte. Les manifestations contre la réforme du second cycle se multiplient et la perspective de la grève générale de l'Education Nationale devient possible. Mais plus étonnant encore, les étudiants donnent un nouveau contenu à leur lutte, des perspectives et des objectifs plus à long terme.

Décidément l'étudiant 76 a un nouveau visage, le mouvement étudiant qui renaît est en train de se recomposer. Les étudiants refusent la grève feu de paille, sans lendemain. Ils contrôlent leur lutte, non seulement dans l'auto-organisation (comités de mobilisation, comités de grève) mais dans des objectifs de lutte où domine la critique pratique de l'Université à l'américaine, sous la coupe du patronat : contre-cours, blocage des dossiers d'habilitation, occupation des conseils d'UER, des locaux administratifs. La dynamique du contrôle, la légitimité des étudiants ne se contentent pas des échéances nationales à l'Université. Mais les étudiants ne se contentent pas des échéances nationales. Ils refusent le terrain strictement

défensif ou négatif. Ils réclament une vaste discussion avec les travailleurs sur l'ensemble du système de formation capitaliste. Les mots d'ordre communs apparaissent à partir de leur expérience spécifique (comme à Vincennes « fac ouverte aux travailleurs » ou contre le chômage). Partout, les étudiants élaborent leurs cahiers de revendications. Les Etats Généraux pour une plate-forme unifiante que les étudiants opposeraient à la réforme devrait concrétiser cette pratique nouvelle. Ces aspirations étonnent jusqu'à dépasser les appareils corporatistes des deux « UNEF ». Mais pour vaincre, ce mouvement doit se doter d'une organisation de masse permanente, attaquant radicalement les plans capitalistes à l'Université. Le syndicat est le moyen de le plus efficace, le plus durable pour organiser la masse des étudiants et répondre à la restructuration de l'Université comme à la sélection. La réforme du second cycle fait de nous de futurs travailleurs en formation. Nous devons imposer nos droits élémentaires (comme le salaire-étudiant). L'enjeu est de taille. Car sinon après Pâques... on connaît la rengaine « reflux des luttes ».

Charlie Najman
du Secrétariat National
Etudiant du PSU



PARUTION DES PREMIERS PROJETS DE DECRETS D'APPLICATION DE LA REFORME

HABY : UN GRAND MENTEUR

Ça y est, les voilà ! Après une loi volontairement vague et imprécise, les premiers projets de décrets d'application de la « réforme Haby » sont rendus publics. La semaine dernière, il s'agissait des écoles maternelles et primaires, et, depuis lundi, des « collèges », l'actuel premier cycle secondaire. Le projet concernant les lycées est annoncé pour cette semaine.

Le premier décret annonce la couleur. Il reprend toute la philosophie du long texte « Pour une modernisation du système éducatif », rédigé par René Haby au printemps l'an dernier. Une idée essentielle : laisser progresser l'enfant « à son propre rythme ». Concrètement, il n'y aura plus de redoublements et ceux qui s'en seront révélés capables pourront sauter des classes. Une mystification adroite qui a pour objet de camoufler les retards, critère décisif de la sélection à l'école. Aux yeux des familles ouvrières au sein desquelles le redoublement est ressenti comme un véritable traumatisme, éclairant crûment le caractère social de la sélection à l'école, on les supprime. Mais ceux qui déjà ne redoublaient pas, favorisés par un milieu social privilégié, sont autorisés à aller plus vite, « à deux vitesses », en un ou deux ans. Ce libéralisme bon enfant en laissant se développer les potentialités individuelles, fait jouer à plein les inégalités de classe. Pour les défavorisés de l'école, toutes sortes de « regroupements de niveaux », de sections ayant une « action pédagogique » particulière, sont prévus. Haby

réécrit ainsi la fable du lièvre et de la tortue : le lièvre partira le premier.

La démagogie est également la règle du deuxième décret sur les « collèges ». Principe de base : donner « la même formation à tous les jeunes » jusqu'à l'actuelle troisième. Il y aura deux cycles : un cycle d'observation et un autre d'orientation, chacun de deux ans. En théorie les trois filières qui sanctionnaient la sélection à partir de la sixième sont supprimées. En fait le tronc commun est de façade, et, souterrainement, les filières sont réintroduites. Des classes préparatoires sont instaurées qui sont bel et bien une nouvelle formulation des classes préparatoires à l'apprentissage. Par ailleurs, dès l'actuelle quatrième, des « options technologiques pré-professionnelles » sont prévues, qui pourront comporter des stages en entreprise, en attendant le lycée d'enseignement professionnel, nouvelle appellation, toute en dignité, des C.E.T. Enfin des « aménagements pédagogiques » permettront à tout moment d'« alléger » pour certains la formation commune. Une façon de remettre au goût du jour les fameuses classes de transition, dépotoirs avant l'exploitation.

Un prestidigitateur, Haby ! Une uniformité toute en apparence. Et, derrière le masque, une école primaire qui divisera plus adroitement et des filières sociales maintenues. La lutte pour un véritable tronc commun est donc plus que jamais à l'ordre du jour.

les temps modernes

PROCES D'OPINION CONTRE LE CAP

Ça ne vous est jamais arrivé de vous faire interpellé dans un magasin, avec sur vous un objet quelconque et de vous trouver dans l'impossibilité de prouver sur le champ son achat régulier ? C'est exactement ce qui est arrivé le 13 octobre dernier à Agnès Ouin au magasin Inno-Montparnasse. Immédiatement placée en garde à vue, on lui a trouvé tout de suite un complice : Jean Lapeyrie.

Il faut signaler qu'Agnès Ouin et Jean Lapeyrie sont militants actifs au Comité d'Action des Prisonniers (CAP), et que les policiers du 14^e arrondissement les connaissent bien : depuis le temps qu'ils multiplient à leur rencontre les entraves à la diffusion de leur journal devant l'entrée de la Santé !

Agnès Ouin et Jean Lapeyrie nient fermement les faits qui leurs sont reprochés. Pour autant et depuis longtemps, ils revendiquent absolument la légitimité du vol dans les grands magasins. C'est en raison de leurs opinions de militants du C.A.P. qu'ils sont l'objet d'une machination. C'est un procès d'opinion qui leur est fait aujourd'hui, à 13 heures à la 16^e Chambre.

FOYER P. ROLAND : UNE LECTRICE NOUS ECRIT

Permettez-moi de saluer la parution du n° 1 de *Rouge* et par la même occasion de vous remercier de l'excellent article de Frédérique Vinteuil sur le foyer Pauline Roland.

Toutefois en page 9, extraits du Livre Noir, je lis que les salaires à P. Roland sont de l'ordre de 700 à 800 F par mois et... je m'étonne. D'où tenez-vous ces chiffres ?

Je me suis un peu occupée de P. Roland ces derniers temps, je connais des malheureuses qui y vivent ou bien y ont séjourné et si les salaires y étaient aussi élevés, elles auraient un pécule considérable en sortant. A moins que le typographe ait ajouté un zéro en se disant qu'un salaire mensuel de 70 à 80 francs, c'est une erreur, ce n'est pas possible. Voulez-vous lui dire de ma part que c'est possible et que cela est même tout-à-fait vrai...

B.O.

Le groupe Femme Université de Villetaneuse, propose une coordination des groupes-femmes du 93 et 95, sous forme d'une journée non-stop, afin de confronter leurs expériences et de définir des perspectives communes.

Pour mettre en place l'organisation de cette journée, rendez-vous vendredi 19 mars à 18 H devant le restaurant universitaire de Villetaneuse.

ACHETEZ
ROUGE
TOUS
LES JOURS
DANS LE MEME
KIOSQUE

EXPULSIONS APPEL DU GROUPE DE DEFENSE DES LOCATAIRES

« Ces messieurs ont été accueillis par une harmonie de casseroles »



Paris : février 1976 ; les habitants de la villa Faucheur se mobilisent

Expulsions et saisies au 25/27, avenue de la Division Leclerc, Le Bourget.

Sur 100 logements, 13 expulsions et saisies sont prévues dans une résidence qui est réservée à des personnels travaillant à l'Assistance Publique. Les locataires visés sont pour la plupart des agents hospitaliers ou des aides soignants, antillais en majorité. Leur salaire est de 1 700 Frs à 2 800 Frs et le loyer varie entre 800 et 1 000 Frs !

Face aux expulsions les locataires se sont organisés et continuent depuis les 15 mars une occupation effective des lieux. Nous reproduisons ci-dessous l'appel du groupe de défense des locataires.

La crise du logement est devenue une triste réalité dans le département 93.

Au Bourget, dans un immeuble où habitent exclusivement des agents du personnel des hôpitaux de l'Assistance Publique, 13 familles vont être expulsées ou saisies.

Cette cité est gérée par la Résidence Urbaine, qui, camouflée derrière le sigle FFF, pratique une sélection par l'argent : « que les classes moins favorisées partent, que les cadres s'installent, et nous pourrions imposer un sur-loyer comme l'autorise la loi. Tous les

moyens sont bons ! Tous les coups sont permis ! Attention à celui qui a des difficultés ! Même si par hasard l'huissier autorisait un règlement échelonné, la Résidence, elle, expulse. Donc, payez, mais on vous jettera à la rue ».

Les locataires du 25-27, avenue du G.I. Leclerc au Bourget (cité des Hospitaliers) appellent les forces locales, départementales, régionales et éventuellement gouvernementales (sans conviction pour les derniers) à le aider à s'opposer aux saisies-expulsions

Depuis le 15 mars 1976, les locataires organisés en groupe de défense montent la garde de leur immeuble avec le concours des élus départementaux, partis politiques, et des différents syndicats des usines du Bourget, des hôpitaux de l'Assistance publique, et d'autres

groupements de locataires. A 9 H 30 le 15 mars, M. le maire, a enfin daigné recevoir une délégation des locataires, et ce, grâce à l'intervention du Secours Catholique. M. le Maire, pout toute réponse, s'est contenté de réclamer des lettres et de faire de vagues promesses au sujet des expulsions. Cela n'ayant pas empêché la venue du commissaire de police et d'un huissier à 18 H 15. Ces messieurs ont été accueillis par une harmonie de casseroles et provoqué l'attroupement des locataires présents, ce qui a permis de stopper toute action d'huissier. Politesse oblige, ces messieurs ont été raccompagnés jusqu'à la sortie de l'immeuble. Depuis, les locataires, forts de leur réussite, attendent de pied ferme toute action pouvant nuire à leur droit le plus élémentaire : un logement décent pour tous.

HEURS ET MALHEURS DE LA CONTRE-PRESSE REGIONALE

D'abord un diagnostic : la presse de contre-information locale se porte bien, merci. Une soixantaine de titres existent en France. Fin février, une coordination des animateurs de cette nouvelle presse a permis de faire le point.

Qu'est-ce que cette presse de contre-information ? Rien se serait plus faux que de la définir en tant que presse underground. Au contraire : elle met tout en œuvre pour ne pas se limiter à un public d'initiés, son projet est directement de s'opposer aux grands quotidiens régionaux. Elle ne se veut pas non plus presse « militante » au sens étroit du terme, et vise bien au-delà d'un public déjà sensibilisé, ou déjà convaincu. Cette presse se vent populaire et c'est bien là que les difficultés commencent.

Une presse à vocation populaire, c'est d'abord, par définition, une presse accessible, bien présentée, écrite simplement. Le problème de la diffusion se pose d'emblée : chacun sait que les NMPP coûtent cher (42 % du prix de vente). On comprend alors que les journaux régionaux préfèrent créer leurs propres réseaux. Mais, dans la mesure où ces réseaux se mettent en place, ce n'est que la dixième partie des problèmes qui est résolue. Les procès abondent : pour diffamation, pronographie, etc. L'engorgement financier est permanent : rares sont les annonceurs qui acceptent de confier une publicité à d'aussi mauvais sujets ! Ce sont ces attaques par la bande qui ont pris de plein fouet le Clampin Libéré, Beuark à Troyes, Klapperstei 68 en Alsace, La Criée à Lyon, la Cote d'Alerte à Dijon, etc.

Ce sont ces difficultés, que connaissent tous les journaux régionaux qui ont été traités à la rencontre régionale. Des expériences nouvelles et inattendues pour une presse de ce type ont pu alors être soumises à l'appréciation de tous. Ainsi, celle d'Uss'm Follik, de Strasbourg, dont les animateurs n'hésitent pas à avoir recours aux services... d'un ordinateur. Ou celle du Clampin Libéré qui organise ses campagnes d'abonnements à partir des méthodes les plus éprouvées du management moderne. Une conclusion s'impose : pour faire de bons journaux, il faut s'en donner les moyens, quitte à investir dans les composés IBM. Le professionnalisme guette ? C'est un risque dont tout le monde semble conscient, mais on ne lutte pas contre la grande presse avec les offsetages d'amateurs et des fichiers approximatifs.

A travers la discussion, une démarche commune est apparue permettant de mettre en place plusieurs coordinations régionales. Au niveau national, une caisse de solidarité a été envisagée, permettant de soutenir financièrement les journaux en proie aux procès ou aux tracasseries

financières que le pouvoir sait si bien susciter. Pour taper sur le même clou, des thèmes communs d'enquête ont été proposés : chômage, immigration, logement, armée. Actuellement, une campagne est menée sur le danger des colorants alimentaires. Un journal national à fort tirage est envisagé, pour combler le « trou » fatidique des vacances. Tiré à 15 000 exemplaires, il pourrait s'appeler les vacances des Français. Bref : beaucoup d'idées, de projets. Ce n'est pas le travail qui manque. Une certitude : tout doit être fait pour soutenir cette jeune presse qui perce à travers mille difficultés depuis 1968, et qui a déjà fait les preuves de sa capacité à ébranler les pouvoirs constitués.

J. P. G.
J. F. V.

Le Petit Rouge du TREGOR UN BON PETIT CRU DE BRETAGNE

Un petit journal dans la famille de la contre-
presse, pour un petit coin de Bretagne.

Une présentation encore pauvre, six numéros en un an. Mais, au fil des numéros, elle s'améliore : dessins, photo-composition, des articles qui se structurent. Le petit Rouge sait éviter d'être une mauvaise feuille gauchiste publiée sans liens avec la réalité locale, mais il sait aussi trier l'important de la situation : lycée agricole, les villages-vacances, l'hôpital de Lannion, la lutte contre l'installation des centrales à Beg an Fry, Erdeven, Porsmoguer ; des articles bilingues franco-bretons, les grèves à Tréguier.

Un journal qui ne s'enferme pas non plus dans les limites de sa région : « Franco succède à Franco », « l'anti-militarisme brestois », etc.

Un journal qui a sa place dans la lutte contre l'intox de la grande presse, même s'il n'en est encore que l'ébauche. Parviendra-t-il à vaincre son implantation encore limitée ? Il ne deviendra complètement crédible que lorsqu'il sera capable d'offrir une information plus vaste — sinon la même — que la grande presse. Une expérience qui mériterait donc que d'autres s'y joignent pour lui donner de la force.

« Un journal qui demande de vos nouvelles », c'est-à-dire un journal qui veut faire sortir du silence la vie quotidienne et les luttes des bretons.

P. V.

Pour le contacter : Le petit Rouge du Tregor, Serge Profit, Kerbest en Gommenech 22290 Lanvollon

CFDT : Le nucléaire à pas de tortue

La CFDT demande un moratoire de 3 ans en ce qui concerne l'énergie nucléaire dans une lettre adressée aujourd'hui au Président de la République.

Selon la CFDT, alors que la plupart des pays d'Europe et les Etats-Unis diminuent leurs programmes, les décisions du gouvernement français depuis 6 mois constituent une véritable fuite en avant, en particulier celles du comité interministériel du 23 février.

En conséquence, la CFDT demande « que le gouvernement sursoit à toute nouvelle décision pour les centrales à eau et les surgénérateurs, et qu'aucune commande nouvelle ne soit passée avant 3 ans, ce délai étant mis à profit pour tester les premières centrales PWR de 900 MWe (Fessenheim), pour réaliser les programmes de recherche sur la sûreté, pour clarifier les possibilités économiques des énergies nouvelles, pour mieux évaluer les besoins à long terme, pour réexaminer l'ensemble de la politique de développement des surgénérateurs ».

Formulation très techniciste. Visiblement, la CFDT attend les législatives. Peu de dénonciation des choix capitalistes, sinon celle des multinationales et des risques que court l'indépendance nationale, et la recherche d'une diversification énergétique plus grande. La CFDT dit clairement qu'elle n'a aucun a priori contre le nucléaire à condition d'aller lentement. Elle semble convaincue que le gouvernement va continuer sa fuite en avant, or, si beaucoup de faits récents vont dans ce sens, on peut penser qu'au moins pour ce qui est du retraitement, le gouvernement aura du mal à maintenir un projet qui repose sur des contrats avec l'étranger d'ores et déjà remis en cause.



des fleurs et des pavés

cinéma

JAMAIS PLUS TOUJOURS

de Yannick Bellon

Jamais plus... Toujours : contradiction essentielle sur laquelle repose la plupart de nos exigences et ce film. Contradiction qui pourtant se résoud en une annulation unique et ultime. Celle du temps qui passe. Pour décrire nos absolus et nos éternités en transit, Yannick Bellon nous parle le langage des objets, des souvenirs oubliés et des traces. La fuite du temps est ici stigmatisée par la circulation ininterrompue des objets, témoins de la vie, du destin des uns et des autres et qui passent de main en main au fil des années qui s'écoulent. Les êtres-hommes ou femmes vivent, aiment et meurent, et leurs empreintes indélébiles s'inscrivent sur des photos ou des miroirs. Les personnages de *Jamais Toujours* évoluent en fonction d'un passé qui, malgré eux, les détermine de façon irréductible la brusque mort d'une amie est l'occasion pour Claire de renouer une autre vie. Yannick Bellon, cinéaste de la naissance et de la renaissance — son premier film, *La Femme de Jean*, contait l'histoire d'une femme qui, à la suite de son divorce, recouvrait peu à peu son identité — nous montre ici avec une simplicité extrême la mort qui se dilue dans la vie. L'histoire, la vraie, celle qui est faite par les hommes et qui brise le mythe de la permanence de toute chose est pourtant absente de ce poème. Dommage.

J.L.D.

livres



LES RATS DE HAMBURG

de Haris Fakinis, éditions du Seuil

Aris Fakinis, journaliste et romancier grec, auteur du Livre noir de la dictature en Grèce, publie au Seuil un roman qui met en scène à Hambourg un groupe de terroristes constitué d'exilés politiques voulant porter au cœur des métropoles impérialistes le feu, le sang et la peur. Si le thème est ambigu, ne retenant de la lutte des classes que son aspect « sensationnel », il constitue par contre un implacable réquisitoire contre le mode d'existence imposé au prolétariat immigré, contraint de vendre sa force de travail dans les pires conditions.

Mais ce qui retient notre attention, c'est surtout une écriture remarquable se développant autour d'un jeu d'oppositions (l'ombre et la lumière, le présent et le passé, l'ancien et le nouveau) qui s'entrecroisent, s'appellent et se répondent, jusqu'au dénouement où la mort proche du « héros », Memos, nous renvoie à une fillette aperçue derrière une fenêtre, comme si la tendresse pouvait éclore sur le fumier de la vieille société. Le refus d'engluer les personnages dans le psychologisme, le désespoir qui traverse le roman jusqu'à cette aube finale, nous rappellent le Voyage au bout de la nuit de Céline. Comme Bardamu, Memos ne peut ressaisir son histoire individuelle que par bribes, dans la quête d'une identité dont le statut est indéfinissable. Une impression domine qui ne le quitte pas : « il lui avait semblé qu'il était divisé, coupé en deux, en trois, peut-être éparpillé sur toute la terre et que tous les morceaux lui envoyaient des signaux. Des signaux d'alarme ». Sans arrêt renvoyé à son passé : à son père dirigeant du PC grec, aux chars qui prirent position à Athènes en 1967, Memos erre de port en port, pressentant confusément que son histoire individuelle plonge ses racines dans l'histoire et que la quête de l'identité passa par la libération sociale. L'ennemi est puissant mais « un grain de riz est monté un jour dans la trompe de l'éléphant et l'a tué ». Cette phrase du mendiant de Djakarta, Memos, engagé dans un détournement d'avion idéal où aucune victime n'est innocente, s'en souviendra.

M. C.

Cinéma : autour de « la meilleure façon de marcher »

LA MEILLEURE FAÇON DE S'ADAPTER

Né en 1942, Claude Miller a été assistant et collaborateur de neuf metteurs en scène, dont Truffaut, Bresson, Allio, Godard. Après quelques travaux à la télé ou dans le film publicitaire, il réalise trois courts métrages. Il présente aujourd'hui son premier long métrage : *La meilleure façon de marcher*.

Par les échos qu'il éveille, par l'audace tranquille du sujet, *La meilleure façon de marcher* pourrait bien marquer une naissance aussi importante qu'en son temps l'apparition des *Poings dans les poches*, de Marco Bellocchio. La comparaison ne vient pas du style : la sérénité crispée de Miller est fort différente du lyrisme violent de l'Italien. Mais, dans l'un et l'autre cas, un jeune cinéaste puise dans ses souvenirs d'adolescence, les transforme, nous livre une œuvre autonome. Rien de commun avec ces petits bouts d'autobiographie adolescente que nous livrent des fils à papa à qui on a payé un long métrage... *La meilleure façon de marcher*, ce n'est pas un « début prometteur » : c'est déjà, bien complet, un univers, un style, un propos.

C'est ce qui nous a paru justifier le fait d'accorder une telle place à ce film. Pourtant, ici-même à la rédaction, nous sommes loin d'être unanimes. La fin du film, « moralisatrice » — en apparence ? — a choqué certains et les a fait douter de la sincérité de son auteur. Nous lui donnons la parole. Et ouvrons, si ça en vaut la peine, le débat.

Pourquoi tous les enfants seraient-ils forts en gym ? Pourquoi tous les enfants seraient-ils forts en maths ? Pourquoi chacun aimerait-il le théâtre ? Pourquoi chacun aimerait-il le sport ?

La colonie de vacances : ce sont les enfants, les moniteurs, le directeur ; un microcosme social réuni pour l'espace d'un été, d'un mois, dans le cadre exceptionnel des vacances.

Dans la colo, c'est le viol de l'intimité, c'est l'établissement des rapports de force, la mise en évidence des petites choses qui chatouillent et qui grincent. Les enfants sont estompés dans le film ; ce sont surtout les moniteurs

qui nous sont présentés. Ces jeunes gens qui font leurs premiers pas dans la vie d'adulte et aussi dans le monde du travail... « Moi j'ai besoin de fric mon pote ». La colo c'est la création de groupes, la confrontation des origines diverses, la loi du nombre et le nivellement des rapports par le plus petit dénominateur commun, c'est aussi l'espace d'un instant, le triomphe du titi sur le jeune étudiant de bonne famille...

LE DROIT A LA DIFFERENCE

C'est dans ce contexte que Claude Miller part en

bataille pour le droit à la différence, le droit à toutes les différences.

Violences contenues ou extériorisées, blague bête et méchante, promiscuité, différence de niveaux culturels, s'organisant dans le film pour tisser les lignes maitresses de la communication et de l'échange. Le moindre geste, la moindre parole peuvent être soumis à l'approbation ou à la réprobation du groupe. L'humiliation et le mépris guettent chacun et surtout ceux qu'on appelle les faibles.

Cet enfant pleure parce que son copain ne veut pas lui parler, ces enfants dorment, mais celui-ci suce du chocolat en pleurant, untel se travestit, il aime le théâtre, il aime se déguiser, se déguiser en femme, mais

droit à sa différence.

Au premier plan, le jeu un peu gros du chat et de la souris, les petites piques cousues de fil blanc en société, les gros « ouaf-ouaf » de l'inculture, au second plan le lien ténu et subtil des rapports qui pourraient devenir profonds ; agressivité mais complicité ; ce que l'on doit être et ce que l'on veut être ; avoir le droit d'aimer les livres et de ne pas les aimer ; le droit d'aimer le sport et le droit d'aimer le théâtre ; le droit d'être homosexuel sans pour autant confondre homosexualité et travestissement, le droit à la grosse blague et le droit de pleurer, le droit d'aimer la vie sociale tout en aimant la solitude, autant de droits que réclame l'auteur contre

DE TOUTES LES COULEURS

L'excès, la perte, l'excrétion, le sexe sans fonction reproductive. Tout ce qui est dépense improductive. Tout ce que est rejeté, exclu, passé sous silence. Tout ce devant quoi l'autorité rougit et se tait... Mais aussi — comme c'est étrange — tout ce qui épouvante et fascine cette autorité. Tout cela, la partie la plus secrète et la plus chère de notre individu est voué au silence par les « clercs ».

Et si l'on garde le silence, alors on est complice du lamento, de l'aplatissement voulu par le pouvoir, par tous les pouvoirs.

Notre société, qui se prétend « permissive », ne parle jamais vraiment des pratiques réelles de l'amour, par exemple du corps en état d'amour. Il n'y a pas de volonté de connaissance profonde de ces choses. Ou bien elles sont rejetées dans le domaine de la futilité, du risible — la « pornographie »...

« Qu'est-ce qui est médiocre dans l'homme moyen ? Il ne comprend pas que l'envers des choses est nécessaire ». Ce n'est pas moi qui le dit, c'est Nietzsche... Soyons culottés, déculottons la réalité ! Retournons les objets cul par-dessus tête, et regardons leur derrière ! Une bonne fois ! Qu'est-ce qu'on y voit ? Que toute autorité, que tout dogme est singerie d'autorité, grimace de philosophie !

« Car il s'agit avant tout de ne pas se soumettre, et avec soi sa raison, à quoi que ce soit de plus élevé, à quoi que ce soit qui puisse donner à l'être que je suis, à la raison qui arme cet être, une autorité d'emprunt. Cet être et sa raison ne peuvent se soumettre en effet qu'à ce qui est plus bas, à ce qui ne peut servir en aucun cas à singer une autorité quelconque... La matière basse est extérieure et étrangère aux aspirations idéales humaines et refuse de se laisser réduire aux grandes machines ontologiques résultant de ces aspirations » (Georges Bataille. Documents p.103).

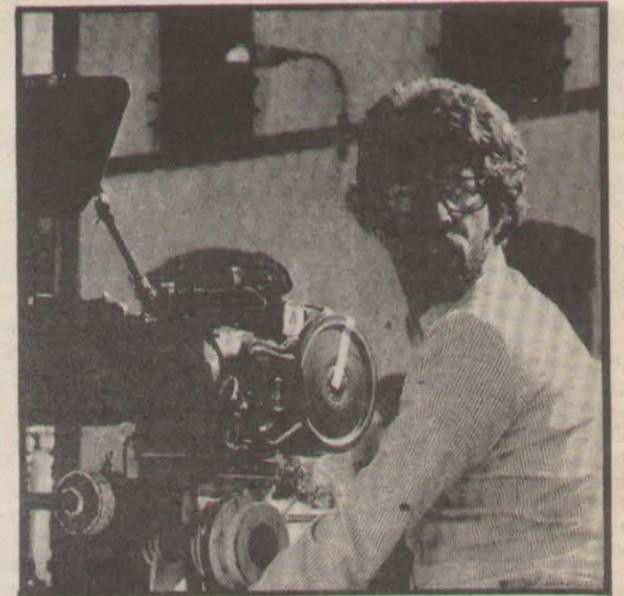
Dans la meilleure façon de marcher, à la fin du film, Philippe dit à Marc : « Tu es bas, mais n'aie pas peur de ça, tu es vrai ! ».

Devant l'imbécile maléfique qui veut détruire ce qu'il ne connaît pas, ne veut pas connaître, qui aplatit la différence, la rapetisse, qui déclare : « Toi le bicot, le juif, le pédé, la gouine, la gonzesse », qui fonde un système du mesquin, la réponse immédiate est le couteau.

Et devant les autres aussi, qui veulent à tout prix avoir un projet, réinvestir, intégrer les choses au forceps dans la productivité et qui rejettent comme inutile ce qui est le fondement même de notre façon d'exister — je veux dire, la dépense sans projet.

A ceux là, avec vigilance et ironie, il faut en faire voir de toutes les couleurs. Altérer leur superbe. Leur faire des farces. Les entraîner par surprise dans les squares et leur réapprendre à jouer, sauter en l'air et crier de joie comme des enfants.

Claude Miller



Claude MILLER pendant le tournage

tel autre le surprend... et ce serait le drame si chacun le savait. Tel autre collectionne des photos pornos... il est surpris par le directeur de la colo... et c'est le drame, l'humiliation, l'opprobre.

Cela donne des drames pas bien méchants, des petits drames d'été, traités avec de gros éclats de rire mais qui, au total, en révèlent un autre qui lui est plus grinçant, le drame de l'intolérance.

Des rapports profonds

Au premier plan des rapports de groupe traités par l'auteur trop schématiquement pour vraiment nous convaincre, mais au second plan la revendication pour chacun des personnages au

l'intolérance, contre une intolérance quotidienne que fait peser le groupe.

S'adapter

Ce n'est pas la guerre des bons et des méchants, ce n'est pas non plus qu'il n'y ait ni bons ni méchants, le film montre en chacun des personnages les sentiments contradictoires, confrontés aux réalités quotidiennes, à la matérialité d'un cassoulet, à la dureté d'un ballon de foot, à la réalité physique de l'intolérance.

Et au bout du compte, la meilleure façon de marcher, c'est la meilleure façon de s'adapter à un système fondé sur l'oppression, les rapports de force, les rapports de fric....

Zaval

prise de parole



« Prise de parole »... Ça aurait pu s'appeler plus classiquement « Tribune des lecteurs », plus légèrement « Ça va mieux en le disant », ou plus impérativement « Parlez ! ». Le but aurait été le même : faire de cet espace une rubrique permanente, où tous, étudiants, travailleurs, vieux, jeunes, militants ou non, peuvent s'exprimer, réfléchir à haute voix sur les rapports entre culture et révolution, art et militantisme... ou tout simplement, critiquer les critiques.

Cet espace sera ce que vous en ferez, n'existera que par votre courrier. On sait : « tout le monde » a déjà dit ça avant nous. Oui, mais peu ont tenu leurs promesses. Nous tiendrons les nôtres, si vous prenez résolument la parole.

Le film de Tavernier : IDENTIFICATION ?

On ne va pas tomber dans les délires des journaux, « objectifs » : qui passent de longues colonnes à des contre articles de lecteurs, puis aux critiques des critiques etc... pour jouer aux boucles d'oreilles de la Vache qui Rit et se regarder toujours plus profondément mais plus petit.

Mais la critique d'« Eva » dans le N° 005 sur Jeanne Dielman m'a donné du courage. C'est ce que je voulais écrire à tous les copains et journaux qui se pâmaient devant ce film.

L'article sur le Juge et l'Assassin m'a fait comprendre pourquoi j'étais mal à l'aise en sortant. Je trouvais le film ambigu sans pouvoir l'expliquer.

L'article concrétisait le film et m'a fait sursauter : « Ton film... fait appel à l'émotion, à l'identification » !! dit-on dans une question de l'interview. Voilà pourquoi j'étais mal à l'aise. Le Juge est un salaud, l'ennemi de classe etc., mais une femme ne peut s'identifier à l'assassin, car Bouvier ne vole jamais, il viole. Et c'est là que tout s'embrouille : « ...problème posé à travers une situation de classe » « Bouvier aurait été un bourgeois... » « ...parce que c'est un pauvre », « interrogation sur la maladie, la solitude, le meurtre » etc. J'étais troublé en sortant, maintenant je suis en colère. Je ne voulais pas comprendre la « morale » du film. Vous la détaillez. « Comme Pierre Rivière, des personnages éminemment modernes... reflétant les contradictions de la société dans laquelle ils

vivent, allant jusqu'au meurtre ». C'est faux. Pierre Rivière (encore faudrait-il rappeler son histoire) n'a pas violé, il a tué sa mère, ses frères et sœurs, pour « soulager son père ». Bouvier viole.

« Bouvier... représente un refus total des règles de la société, il détruit toutes les valeurs ». C'est faux. Les valeurs et règles de la société les plus oppressives ne sont pas sur la sexualité et c'est elles seules que Bouvier transgresse. Il est très triste qu'un journal révolutionnaire assimile, de façon expéditive, lutte de classes et révolte d'un exploité, exprimée uniquement par le viol et le meurtre.

Ces remarques s'adressent plus à l'article qu'au film. Il a « favorisé » en oubliant de « dénoncer » (voir l'édition).

La vision de Tavernier sur le « pourcentage politique » et l'efficacité des films militants n'en est pas moins lucide et intelligente

Marion

Signalons, avec l'accord de Bertrand Tavernier, qu'il milite dans la branche spectacle de l'OCI.

Dans l'objectif

PROVINCE

gamelan de Java.

LYON

● Les fans de ciné peuvent s'envoyer trois films - excellents -, coup sur coup, dans la même soirée, au « Cinématographe », 44, cours Suchet. A 18 h, un film allemand *Sous les pavés la plage* ; à 19 h 45, le film de Sydney Sokhona - prix Georges Sadoul 1975 - *Nationalité immigrée* ; et à 21 h 40, un film marocain *El Chergui ou le silence violent*. De quoi se plaignent-ils ?

MARTIGUES

● Au club des jeunes Croix-Sainte, à 21 h Jean-Claude Monnet chante. A son répertoire, ses propres chansons, mais aussi un récital Prévert-Kosma-Rezvani. Rien que du beau monde !

REIMS

● La FEANF (Fédération des étudiants d'Afrique noire en France) et l'UNEM (Union nationale des étudiants du Maroc) organisent une *semaine culturelle anti-impérialiste* à la fac de Droit et de Science-éco. Amphithéâtre 200. 20 h précises. Aujourd'hui, on discute de la situation au Maroc, avec en outre des diapositives sur la guerre dans l'ex-Sahara espagnol.

RENNES

● Encore et toujours le *Festival des arts traditionnels* à la maison de la culture. Mais, hélas, ça se termine. Aujourd'hui, à 10 h 30, le *Théâtre du bout du monde* ; à 14 h 30, les marionnettes du *Wayang Golek* d'Indonésie ; à 19 h, le *Théâtre expérimental d'Equateur*. En prime, on peut entendre la musique d'un

ROUEN

● *Mahjun* est ce soir (21 h) à la fac de Lettres.

BANLIEUE

ANTONY

● Au théâtre Firmin Gémier, à 14 h 30, la *Farce de Maître Patelin*. Ça ne nous rajeunit pas.

CLICHY

● Les *Goblune*, trois gars et une fille, ont monté et jouent *Les chroniques grotesques du profit*. Formés comme clowns à la poursuite - eux aussi - du secret de la *commedia dell'arte*, ils se sont sans doute attaqués ici à un sujet trop ambitieux : faire la farce de l'économie politique ; le sujet les a glacés la plupart du temps ; sauf un sketch parfaitement réussi, celui du professeur Lamerdor et de son adjoint, où le charlatanisme de l'économiste fourcadien est parfaitement fondu à celui du bateleur de foire. Là, le grain de folie a soufflé. Au Théâtre de l'ARC, 3, rue du Dr-Calmette à deux pas de la porte de Clichy, les 18, 19 et 20 mars à 20 h 30.

NANTERRE

● Gens de Nanterre et des environs, vous n'allez tout de même pas manquer ça : *Catherine Ribeiro + Alpes* sont à 18 h au Théâtre des Amandiers, 60, rue Greuze.

SCEAUX

● Aux centre d'Action culturelle les Gémeaux, 49, avenue Georges Clémenceau, les Congolais du *ballet-théâtre Kodja* donnent une représentation à 21 h.

PARIS

MUSIQUE

● Au Nouveau Carré, 5 rue Papin (M° Réaumur-Sébastopol), soirée folk avec Rod Dawes et Claqué-Galoche. Ajoutons qu'Henri Tachan passe dans la salle Papin jusqu'au 28 mars.

● Au Théâtre d'Orsay (gare d'Orsay) *Isabel et Angel Parra* chantent l'Amérique latine à 20 h 30. Pour en savoir plus long, patientez jusqu'à vendredi. Nous passerons dans *Rouge* une interview d'Angel.

● Le groupe *Crèche* présente ses chansons au Théâtre national de Chaillot, place du Trocadéro, à 18 h 30. On vous

On ne vous force pas, mais il est prudent de réserver (tél : 278-09-71).

EXPOSITIONS

● Il n'est pas trop tard pour aller voir l'expo *Vie et mort d'un mineur* à la Maison pour Tous, 74, rue Mouffetard. Les 16 toiles géantes, œuvres d'un collectif de peintres, ont été réalisées à partir du journal d'une veuve de mineur, après la catastrophe de Fouquières-les-Lens. ● Est-il nécessaire de rappeler que la *restrospective PICABIA* (voir *Rouge* n° 005) se poursuit au Grand Palais, tous les jours jusqu'à 20 h ?

POUR LES ENFANTS

● Au musée d'Art moderne, à Paris (14, quai de New-York) une expo raconte, de 10 h à 17 h *l'Algérie des enfants*, à partir de dessins, de collages, d'audio-visuels, etc. Différents ateliers : peinture, modelage, musique, costumes... sont mis à la disposition des enfants. Voilà un chouette après-midi en perspective pour les classes aventureuses. Renseignements pour les groupes scolaires au 723 61 27 postes 15 et 16. Ouvert tous les jours sauf lundi et mardi.



ce soir, sur



Cabaret

MIROIR

Les années trente en Allemagne. Le fascisme cogne à la porte. Une odeur de fin de règne. Une odeur... *Cabaret*, film de Bob Fosse (1972), c'est cela. Un drame musical au vitriol.

Bob Fosse n'a pas tourné l'œil de sa caméra sur les luttes politiques ou sociales mais vers un seul élément du décor : le cabaret des années trente : microcosme révélateur, miroir où brille de mille éclats électriques la crise qui secoue profondément l'Allemagne de l'époque. Crise économique, crise politique, crise sociale, crise des valeurs. L'habileté est là : peindre une fresque et dresser un réquisitoire impitoyable à travers le seul drame de Sally Bowles (Liza Minelli), actrice de cabaret, et Brian Roberts (Michael York), jeune Anglais venu améliorer son allemand à Berlin.

Cabaret est une façade et un théâtre d'ombres inquiétantes où se profile, au rythme martial de *Tomorrow belongs to me* (chantée par un jeune S.A.) ou de *Mein Herr* (chanson de cabaret), la barbarie en marche.

Le film prend à la gorge. On cherche les mots. Il n'est pas seulement un sombre tableau, il est l'image du néant, de la misère. Univers mouvant où se côtoient les personnages les plus étranges : le présentateur des spectacles du cabaret (femme ? homme ? androgyne ?), Liza Minelli tour à tour vulgaire et attendrissante, une jeune milliardaire... Sous les fards agressifs et grossiers, dans les vapeurs d'alcool et les buées qui envahissent les carreaux, se dissimule un milieu trouble et équivoque.

Quant à l'aspect musical, il joue ici un rôle essentiel pour la recomposition de l'atmosphère de Berlin en 1931. Rien n'est gratuit dans *Cabaret*.

D.P.

télévision

Jeudi 18 mars

TF 1

21 20 : L'événement, magazine d'actualités.
22 20 : Allons au cinéma

A 2

20 30 : « *Mourir au soleil* », film TV de Marcel Bluwal, avec Orane Demazis et François Vibert.
22 00 : vous avez dit bizarre, émission de Michel Lancelot sur le fantastique. La qualité varie beaucoup selon les semaines. Celle-ci est d'une excellente cuvée. D'abord par les extraits de films inédits qui seront présentés en avril au festival de Paris du film fantastique. Ensuite, parce qu'on aime bien deux des invités « variétés » : Guy Bedos et François Béranger.

FR 3

20 30 : « *Cabaret* », un film de Bob Fosse avec Liza Minelli, Michael York et Joel Grey.

ce soir, sur



Mourir au soleil VIEILLIR A NICE

Neuf minutes c'est long. Surtout lorsqu'un petit vieux, retraité à Nice, M. Pagès (François Vibert) les passe à monter six étages qui aboutissent à un petit logis. Marcel Bluwal, dans son film *Mourir au soleil*, est hanté par la durée, le temps. Celui de la vieillesse est stigmatisant parce qu'il met crûment en valeur l'aliénation.

Mourir au soleil est un film hyperréaliste : il additionne les séquences filmées en temps réel : M. Pagès traverse une rue... M. Pagès a besoin d'un médicament pour sa femme qui, depuis six mois, est terrassée par la maladie, dans son lit. Contraste saisissant entre la région niçoise, cossue et le ghetto d'acier glacé qui isole les vieux dans cette société. Le temps objectif tend un doigt accusateur vers la forme actuelle d'organisation du travail, des loisirs, de la vie.



Nous avons démarré non sans problème. Des difficultés techniques s'accroissent mais l'accord passé avec l'imprimerie SIM nous permet d'assurer la sortie du journal et sa livraison régulière aux NMPP. Le format est un peu réduit jusqu'à ce que nous repassions sur nos propres rotos.

Les premiers chiffres de vente sont encourageants. Nous ferons bientôt un premier bilan. Seulement une chose coïncide : la caisse, un journal militant comme le nôtre ne peut compter que sur ses lecteurs ; surtout dans ses premiers balbutiements. Nos dépenses s'accroissent : frais d'imprimerie, voyages, télex, téléphone... et il nous faut encore les multiplier.

De cela dépend la qualité du journal. Echo des luttes, témoin des jaillissements, porteur d'un mouvement pour que change la vie, Rouge ne peut se contenter d'analyses en chambre et de dissections de dépêches. Il nous faut aller sur le terrain, prendre la température, ouvrir grand les yeux, pour mieux rendre compte, en savoir plus pour en dire plus.

Ce journal qui paraît est le vôtre. Il n'a pu voir le jour que grâce aux 225 millions d'anciens francs que vous avez réunis, petits billets après petits billets. Pour qu'il continue toujours sur la brèche, toujours de l'avant, nous avons encore besoin de vous ; de vos conseils, de vos critiques, de vos collaborations, de votre prise en charge de la diffusion... et aussi de votre contribution financière. Nous ouvrons donc une nouvelle souscription pour que Rouge continue tous les jours.

Diffuseurs Orléans	100,00
Un lecteur de l'hebdo (pour que Rouge soit et...reste quotidien)	10,00
Thierry	100,00
Diffuseurs Agen	250,00
Diffuseurs Le Mans	250,00
Anonyme marché Sartrouville	6,00
Comité Rouge	
lycéen Sartrouville	14,00
EDF Chatou	100,00
Employé E.N. (Versailles)	50,00
Eva (Versailles)	25,00
Diffuseurs Montpellier	100,00
Employée Pontoise	50,00
Diffuseurs Chalons/Marne	50,00
Comité Rouge lycéen Nancy	20,00
Comité Rouge lettres Nancy	30,00
C.M. Nancy	200,00
M.C.D. Nancy	50,00
D.D. Nancy	100,00
D.L. Nancy	150,00
Métallos Nancy	200,00
Un trotskyste de Nancy	500,00
Total :	2355,00

PARIS : LES CRS CHARGENT LA MANIFESTATION ETUDIANTE

Près de 10.000 étudiants dans la rue avec des lycéens et des élèves du technique, pour manifester contre la réforme et contre la répression. Une banderole de Censier demande la dissolution des groupes fascistes. En tête, un solide cortège de Nanterre : « Personnel, Enseignants, Etudiants, tous unis contre la réforme, le chômage et les licenciements ? » Les slogans partent : « Répression, sélection, c'est la loi des patrons » ; « A bas Haby, ta réforme on n'en veut pas ». Et aussi : « Haby sélection, Ponia répression ». La banderole rouge de Vincennes attire l'œil : « Les patrons hors des facs, facs ouvertes aux travailleurs ». Tolbiac, Paris VI, Jussieu... A la queue un millier de lycéens de Voltaire, Villon, Victor Hugo... Un cortège combattif et sensiblement plus nombreux que le précédent. Un cortège aussi dont l'objectif était d'aller au Ministère de l'Education nationale : mais Ponia est au rendez-vous. Les CRS barrent l'avenue au métro Rue du Bac. Le collectif lance alors un appel à la dispersion, mais devant la volonté des manifestants de poursuivre, il assume le changement de parcours du défilé, par le boulevard Saint Germain. Les manifestants crient « CRS dispersion » et « CRS assassins ». Vers 17 heures, sans sommation, ce sont les premiers tirs de grenades lacrymogènes, à ne pas y voir à 50 cms), suivis par des charges rue de Rennes. Des CRS attaquent la manif devant et derrière. Le cortège finira par se disperser. Dénonçant « l'agression de la manifestation étudiante par les forces de police », la LCR affirme que « demain dans le cadre du rassemblement national des étudiants à Nanterre, l'ensemble du mouvement saura infliger une gifle à la politique du pouvoir. Afin que comme le scandaient les étudiants, ce gouvernement cède sur ses revendications ou cède la place ». (10 heures faculté de Nanterre)

EN PROVINCE, HIER

Lyon : 9000 étudiants, lycéens et enseignants, jusqu'au rectorat. St Etienne : 1500 manifestants et dans une émission de Pierre Bellemarre (Europe 1). Lille : plus grosse manif étudiante depuis 68 (3000). Strasbourg : 1000 en direction du rectorat. Nancy : 3000, la plus importante manif depuis le début du mouvement. Montpellier : rassemblement, forums, animation avec toutes les facs sur le campus de Sciences. Amiens : 500 à occuper la

● GREVE A LA SNCF. Aujourd'hui à 14 h début du lancement lancé chez les conducteurs de train par la CGT et la CFDT. Fin prévue pour vendredi à 14 h. Les autonomes (FGAAC) avaient débuté dès mercredi sur d'autres revendications.

chambre de commerce. Rouen : c'est le début, un millier d'étudiants aux AG, des débats suivis avec une intervention des grévistes (avec occupation) de Sopal, et 800 à la première manif. Nice : grève active avec tenue de forums. Orléans : 600 et une occupation de l'ANPE.

PESTE BRUNE

Vers midi, hier, une cinquantaine de nervis fascistes sont intervenus à la faculté de Censier (Paris-XIIIème). Des cocktails molotov ont été lancés dans le hall. Une étudiante, membre de l'UNEF-Renouveau, a été grièvement brûlée, un étudiant latino-américain est dans le coma, une autre étudiante est hospitalisée. Une assemblée générale a immédiatement rassemblé 500 personnes. Et décidé la constitution d'un « comité de préparation à l'auto-défense ».

On ne sait jamais : 4882 RK 91, une vieille 4 L vert foncé... c'était une des voitures des fascistes.



ROUGE VOUS EN DONNE PLUS

Impossible n'est pas français !

Liesse populaire dans les rues de St Etienne, les cris de joie et les chansons à la gloire de l'orchestre vert se sont tûs tard dans la nuit. Et maintenant les armes sont braquées sur la coupe.

Un match magnifique, dès la première minute, ce fut le débauché des russes, comme si notre sol de dérobaît sous leurs pieds. St Etienne a été dépassé par le succès.

Sarramagna, l'arme secrète à brisé Rudakov avec ses centres tendus. Des coups il en a donné et il en a pris, Kiev ne s'en est pas relevé.

Vingt-septième minute. La défense russe est submergée, englouti Rudakov et le gardien Moskalenko — tendu — se jette sur le feu stéphanois... sans succès. Les stéphanois tirent et marquent : But !

Puis c'est la déroute, l'équipe de Kiev est à la torture, l'entraîneur Labunovski cherche une nouvelle stratégie, rien n'y fait. Coups sur coups, ils sont enfoncés par la machine de guerre des verts. But et encore but. Le stade a fêté ses héros.

Et encore bravo à Herbin et à ses joueurs qui ont remporté un dur combat.

Coco

▼ Eh oui, un beau match, et pas une fois la défense des stéphanois n'a été déjouée.

Match nul. Pas si nul.

Mais aussi un rêve d'hier qui s'en va en fumée. L'amertume à la sortie du match : « La coupe elle est pour les russes »...

Pour Kiev, le jeu était facile : le moral bien haut ; il suffisait de faire barrage et d'éviter les risques, une stratégie sans gloire qui a délaissé l'offensive au profit de la guerre de position. Un Rudakov stoïque et tranquille comme un roc que pas une fois Sarramagna n'ébranlèrent.

Mais malgré le beau jeu, n'est-il pas moment de faire le bilan d'une bataille perdue ?

Depuis Nico, certains joueurs n'ont plus leur place dans l'équipe... qu'a fait Rocheteau ? Et Herbin, l'entraîneur, ne pourrait-il pas s'expliquer sur ces choix, n'y aurions nous pas droit ?

Il faudrait surtout comprendre le vent de panique qui a soufflé dans l'équipe à la fin du jeu, les dernières minutes, et qui a empêché Saint Etienne d'exploiter tous ses coups et d'ouvrir la marque même pour l'honneur.

Rico

La FEN signe l'accord Fonction publique

UNE DECISION POLITIQUE

La majorité de la FEN, en absence des dirigeants du SNES dont le congrès se tient aujourd'hui, a pris la décision de signer l'accord salarial 1976. La direction de la FEN justifie la signature d'un tel accord par l'impossibilité d'obtenir plus de l'actuel gouvernement dans la crise actuelle, au moment où se précise la perspective de la relève démocratique, après le résultat des cantonales. Ce qu'il faut éviter à tout prix, affirme-t-elle, c'est la politisation des luttes syndicales. La FEN pose la question curieuse : « Qui a intérêt à une explosion sociale ? ». Donc, pour ces dirigeants réformistes, tout ce qui active les luttes et trouble le calme préélectoral est à rejeter à tout prix. La direction de la FEN s'inquiète de l'agitation renaissante dans les facultés et les lycées. Elle refuse énergiquement toute formulation de revendication et toute forme de lutte qui conduirait à un affrontement avec le pouvoir, au-delà de la grève annuelle de vingt-quatre heures : l'affrontement est un piège tendu par le pouvoir.

C'est évidemment ce qui explique et justifie la signature d'un accord en retrait même sur l'accord 1975. D'un accord basé sur le seul indice de l'INSEE, en période de dévaluation. D'un accord au rabais incapable de maintenir le pouvoir d'achat des fonctionnaires. Pour

faire accepter cette décision, la direction de la FEN met en avant de minces acquis catégoriels contenus en annexe de l'accord. Mais rien n'a été arraché ni en 1975, ni en 1976, qui permette de résoudre le problème essentiel de l'auxiliaire, des contractuels.

Cette décision de la FEN aboutit à renforcer un pouvoir en difficulté en concourant à la paix sociale dans la Fonction publique. Pareille position, il faut le noter, va encore une fois servir d'alibi à la CGT et la CFDT qui ne sont pas prêtes à engager réellement des luttes.

La tendance Unité et Action, proche des positions du Parti communiste, s'est élevée contre une pareille signature. Mais sans pouvoir définir une alternative claire. Une position commune Ecole émancipée-Rénovation syndicale a été adoptée lors de la réunion de la commission administrative d'hier.

Ce texte, outre une claire condamnation du contrat, insistait sur la nécessité pour l'ensemble des travailleurs de la Fonction publique de se prononcer sur le contrat. Il indiquait également qu'une telle signature séparée, alors que l'ensemble des fonctionnaires avait lutté le 9 mars, était un mauvais coup bas. « Pas de vagues jusqu'en 1978 », telle est finalement la position de la direction de la FEN.

Correspondant

BULLETIN D'ABONNEMENT

A découper et à renvoyer au « Journal ROUGE »,
2, rue Richard-Lenoir, 93100 MONTREUIL (Service Abonnement)

NOM..... PRENOM.....

ADRESSE : RUE..... N°.....
VILLE..... CODE POSTAL.....

TARIF (encadrer la mention utile)	NORMAL	COLLECTIVITES	ETRANGER
1 AN	300 F	1 AN	200 F
6 MOIS	150 F	6 MOIS	100 F
3 MOIS	80 F	3 MOIS	130 F

Chèques à l'ordre de Daniel BENSARD, SANS AUCUNE AUTRE MENTION.
(Pour les plis fermés, écrire au journal)